Monsieur Stéphane Le Foll
Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
78, rue de Varenne
75007 Paris

Objet : pétition pour un moratoire sur l'importation des OGM et la commercialisation du Roundup

Paris, le 9 janvier 2014

Monsieur le Ministre,

Comme suite à la présentation du projet de loi d'avenir sur l'agriculture, l'alimentation et la forêt le 13 novembre dernier en Conseil des ministres, nous souhaitons attirer votre attention sur plusieurs points.

Nous vous félicitons de l'importance que vous accordez à l'accès à tous à une « alimentation sûre, diversifiée et de bonne qualité, produite dans des conditions favorisant la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à la lutte contre le changement climatique » (article L.1.-I). Nous nous réjouissons aussi que vous souhaitiez mettre en place des groupements d'agriculteurs d'intérêt économique et écologique, ainsi qu'un dispositif pour que les effets indésirables des produits phytopharmaceutiques soient évalués tout au long de leur utilisation. Cependant, nous sommes préoccupés.

Tout d'abord, nous regrettons que ce projet de loi n'accorde pas l'importance qu'elle mérite à la culture de protéines végétales destinées à l'alimentation animale. Aujourd'hui, pour nourrir ses cheptels, la France dépend toujours de l'importation de plantes génétiquement modifiées (PGM) cultivées en Amérique du Sud. Ces plantes sont aussi intégrées dans de nombreux aliments industriels destinés aux humains. Une tendance à l'importation d'OGM que nous craignons de voir s'accélérer : non seulement la Commission européenne a donné son feu vert, le 6 novembre dernier, pour la commercialisation de 10 nouvelles PGM, mais en plus, des négociations sont en cours qui favoriseraient, via un accord de partenariat transatlantique, la mainmise des grandes entreprises sur nos politiques publiques. Nous vous rappelons que les impacts sanitaires des OGM sur la santé sont encore méconnus du fait de l'absence quasi totale d'études indépendantes de toxicité à long terme. Nous nous interrogeons également sur les modalités de mise en œuvre de votre plan « protéines végétales », que vous dites vouloir mettre en place dans une réponse écrite à une question de M. Frédéric Roig et publiée au JO le 3 décembre. Nous appelons donc, d'une part, à l'application du principe de précaution, via un moratoire sur l'importation de ces plantes génétiquement modifiées et d'autre part, au soutien aux cultures françaises de protéagineux destinés à l'alimentation.

Nous déplorons ensuite que la France demeure l'un des premiers utilisateurs mondiaux de produits phytopharmaceutiques. Et ce, malgré le plan Ecophyto lancé en 2008 pour réduire de moitié l'usage des pesticides d'ici 2018. Or, comme l'Inserm l'a démontré dans une méta-

analyse parue en juillet dernier, l'exposition aux pesticides augmente significativement les risques de certaines pathologies telles que cancers, leucémies, lymphomes, maladie de Parkinson, troubles anxio-dépressifs et cognitifs, morts fœtales, etc. Nous notons en outre que le glyphosate, commercialisé sous la marque Roundup, reste le premier herbicide vendu dans le monde et la deuxième substance active la plus vendue en France, avec environ 6000 tonnes annuelles (étude Ineris 2010). Malheureux concours de circonstances : cette substance est justement étroitement liée à la culture des PGM tolérantes au glyphosate, ces mêmes PGM que nous importons d'outre-Atlantique pour nourrir nos animaux. Nous demandons donc également un moratoire sur la commercialisation de cet herbicide emblématique d'une agronomie mortifère, destructrice de la santé et de l'environnement, à l'opposé de notre vision de l'agroécologie.

Pour finir, nous appelons à la remise en cause de façon transparente et indépendante de toutes les autorisations de mise en marché accordées aux plantes génétiquement modifiées, du fait de l'insuffisance et de l'inadéquation des tests et des protocoles adoptés, comme l'a mis en lumière l'étude de Gilles-Eric Séralini parue en septembre 2012 dans *Food and chemical toxicology*, puis retirée début décembre 2013 pour des raisons qui ne sont probablement en rien liées à sa valeur scientifique.

Les dizaines de milliers de consommateurs bio dont nous portons la voix sont convaincus que l'agriculture biologique représente un moteur essentiel de la transition économique, écologique et sociale de notre système agricole et agro-alimentaire. Aussi, Monsieur le Ministre, nous comptons sur vous pour promouvoir son développement plus encore que vous ne l'avez annoncé et vous invitons à prendre connaissance de notre pétition Consommateurs pas cobayes ! soutenue par plus de 50 000 citoyens.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à notre contribution et vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, notre attentive et respectueuse considération.

Hugues Toussaint
Président

Claude Jourdren
Vice-président

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Madame Marisol Touraine
Ministre des affaires sociales et de la santé
8 avenue de Ségur
75007 Paris

Objet : pétition pour un moratoire sur l'importation des OGM et la commercialisation du Roundup

Paris, le 9 janvier 2014

Madame la Ministre,

Suite à la présentation du projet de loi d'avenir sur l'agriculture, l'alimentation et la forêt le 13 novembre dernier en Conseil des ministres, nous souhaitons attirer votre attention sur plusieurs points.

Nous nous félicitons de l'importance que cette loi accorde à l'accès à tous à une « alimentation sûre, diversifiée et de bonne qualité» (article L.1.-I). Nous nous réjouissons notamment du renforcement du cadre dans lequel seront délivrés les antibiotiques dans les élevages, notamment les antibiotiques dits critiques ; ainsi que du suivi en permanence – et non plus seulement au moment de leur mise sur le marché - de l'impact de l'utilisation des antibiotiques et des pesticides sur la santé. Enfin, nous approuvons votre souci, annoncé en novembre 2013, de limiter la prescription d'antibiotiques aux humains car « la résistance [à ces derniers] est un sujet majeur ». Cependant, nous sommes préoccupés.

Nous déplorons que la France demeure, encore aujourd'hui, l'un des premiers utilisateurs mondiaux de produits phytopharmaceutiques. Alors même que l'Inserm a démontré, dans une méta-analyse parue en juillet dernier, que l'exposition aux pesticides augmentait significativement les risques de certaines pathologies telles que cancers, leucémies, lymphomes, maladie de Parkinson, troubles anxio-dépressifs et cognitifs, morts fœtales, etc. Nous notons en outre que le glyphosate, plus connu sous le nom de Roundup, reste le premier herbicide vendu dans le monde et la deuxième substance active la plus vendue en France, avec environ 6000 tonnes vendues par an (étude Ineris 2010). Or, cette substance est intimement liée à la culture des plantes génétiquement modifiées (PGM) pour tolérer le glyphosate. Ces mêmes PGM que nous importons d'outre-Atlantique pour nourrir nos animaux.

Nous demandons donc un moratoire sur les PGM, ainsi que sur la commercialisation du glyphosate, herbicide emblématique d'une agronomie mortifère, destructrice de la santé et de l'environnement.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

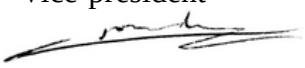
Nous appelons également à la remise en cause de façon transparente et indépendante de toutes les autorisations de mise en marché accordées aux plantes génétiquement modifiées, du fait de l'insuffisance et de l'inadéquation des tests et des protocoles adoptés, comme l'a mis en lumière l'étude de Gilles-Eric Séralini parue en septembre 2012 dans Food and chemical toxicology, puis retirée début décembre 2013 pour des raisons qui ne sont probablement en rien liées à sa valeur scientifique.

Les dizaines de milliers de consommateurs bio dont nous portons la voix sont convaincus que l'agriculture biologique représente un moteur essentiel de la transition économique, écologique et sociale de notre système agricole et agro-alimentaire. Aussi, Madame la Ministre, nous comptons sur vous pour promouvoir son développement plus encore que vous ne l'avez annoncé et vous invitons à prendre connaissance de notre pétition Consommateurs pas cobayes ! soutenue par plus de 50 000 citoyens.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à notre contribution et vous prions d'agréer, Madame la Ministre, notre attentive et respectueuse considération.

Hugues Toussaint
Président

Claude Jourdren
Vice-président



Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Madame Geneviève Fioraso
Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche
1 rue Descartes
75231 Paris cedex 05

Objet : pétition pour un moratoire sur l'importation des OGM et la commercialisation du Roundup

Paris, le 9 janvier 2014

Madame la Ministre,

Suite à la présentation du projet de loi d'avenir sur l'agriculture, l'alimentation et la forêt le 13 novembre dernier en Conseil des ministres, nous souhaitons attirer votre attention sur plusieurs points.

Nous nous félicitons de l'importance que cette loi accorde à l'accès à tous à une « alimentation sûre, diversifiée et de bonne qualité, produite dans des conditions favorisant la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à la lutte contre le changement climatique » (article L.1.-I). Nous nous réjouissons aussi que le gouvernement souhaite placer l'agroécologie comme priorité au sein des instituts techniques agricoles, de l'Irstea, du Cirad, de l'Inra ainsi que dans les programmes et référentiels pédagogiques des exploitations de l'enseignement agricole public. Cependant, nous sommes préoccupés.

Nous regrettons qu'il n'y ait pas davantage de recherche en France sur la toxicité des plantes génétiquement modifiées (PGM) et des substances pesticides qui leur sont associées. Or, aujourd'hui, pour nourrir ses cheptels, notre pays dépend toujours de l'importation de telles PGM cultivées en Amérique du Sud. Des plantes qui sont aussi intégrées dans de nombreux aliments industriels destinés aux humains. Nous craignons de voir s'accélérer cette tendance à l'importation d'OGM : non seulement la Commission européenne a donné son feu vert, le 6 novembre dernier, pour la commercialisation de dix nouvelles PGM, mais en plus, des négociations sont en cours qui favoriseraient, via un accord de partenariat transatlantique, la mainmise des grandes entreprises sur nos politiques publiques.

Certes, la France a lancé un appel d'offres en 2013 pour la constitution d'un consortium de recherche sur les effets sanitaires à long terme de la consommation d'OGM, dans le cadre du programme Risk'OGM. Mais le budget de celui-ci n'est que de 2,5 millions

d'euros. Pourquoi pas davantage ? Nous attirons votre attention sur le fait que l'étude publiée par l'équipe de Gilles-Eric Séralini en septembre 2012, dans la revue Food & Chemical Toxicology, a coûté plus de 3 millions d'euros - dont seulement 100 000 financés par votre ministère. Cela nous semble bien peu, au regard des enjeux sanitaires et environnementaux liés à ces substances. L'Inserm a ainsi démontré en juillet dernier que l'exposition aux pesticides augmentait significativement les risques de certaines pathologies telles que cancers, leucémies, lymphomes, maladie de Parkinson, troubles anxio-dépressifs et cognitifs, morts fœtales, etc. Par ailleurs, le glyphosate, plus connu sous le nom de Roundup, reste le premier herbicide vendu dans le monde et la deuxième substance active la plus vendue en France, avec environ 6000 tonnes vendues par an (étude Ineris 2010). Et ce glyphosate est justement intimement liée à la culture des PGM qui y sont tolérantes, ces mêmes PGM que nous importons d'outre-Atlantique pour nourrir nos animaux.

Nous demandons donc un moratoire, à la fois sur l'importation des PGM, et sur la commercialisation du Roundup, herbicide emblématique d'une agronomie mortifère, destructrice de la santé et de l'environnement, à l'opposé de notre vision de l'agroécologie.

Pour finir, nous appelons à la remise en cause de façon transparente et indépendante de toutes les autorisations de mise en marché accordées aux plantes génétiquement modifiées, du fait de l'insuffisance et de l'inadéquation des tests et des protocoles adoptés, comme l'a mis en lumière l'étude de Gilles-Eric Séralini parue en septembre 2012 dans Food and chemical toxicology, puis retirée début décembre 2013 pour des raisons qui ne sont probablement en rien liées à sa valeur scientifique.

Les dizaines de milliers de consommateurs bio dont nous portons la voix sont convaincus que l'agriculture biologique représente un moteur essentiel de la transition économique, écologique et sociale de notre système agricole et agro-alimentaire. Aussi, Madame la Ministre, nous comptons sur vous pour promouvoir son développement plus encore que vous ne l'avez annoncé et vous invitons à prendre connaissance, de notre pétition Consommateurs pas cobayes ! soutenue par plus de 50 000 citoyens.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à notre contribution et vous prions d'agréer, Madame la Ministre, notre attentive et respectueuse considération.

Hugues Toussaint
Président

Claude Jourdren
Vice-président

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Monsieur Benoît Hamon
Ministre de l'économie sociale et solidaire et de la consommation
139 rue de Bercy
75572 Paris cedex 12

Objet : pétition pour un moratoire sur l'importation des OGM et la commercialisation du Roundup

Paris, le 9 janvier 2014

Monsieur le Ministre,

Suite à la présentation du projet de loi d'avenir sur l'agriculture, l'alimentation et la forêt le 13 novembre dernier en Conseil des ministres, nous souhaitons attirer votre attention sur plusieurs points.

Nous nous félicitons de l'importance que cette loi accorde à l'accès à tous à une « alimentation sûre, diversifiée et de bonne qualité, produite dans des conditions favorisant la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à la lutte contre le changement climatique » (article L.1.-I). Nous nous réjouissons également que vous prévoyiez, dans votre future loi sur la consommation, de rendre obligatoire l'étiquetage de l'origine des viandes utilisées dans les plats cuisinés. Cependant, nous sommes inquiets.

Cheval camouflé en bœuf, steaks contaminés à E.coli, lait en poudre supplémenté en mélamine, crises du poulet à la dioxine et de la vache folle nourrie aux farines animales… Les scandales alimentaires se suivent et se ressemblent, tous liés à une agro-industrie massive et mondialisée. Le dernier scandale en date, qui concerne un trafic de viande de cheval impropre à la consommation, confirme une fois de plus l'incapacité des autorités nationales et européennes à faire respecter les règles de traçabilité et de sécurité sanitaire au sein des filières agro-industrielles. Dans ce cadre, nous souhaitons vous faire part de plusieurs problèmes pour le citoyen consommateur.

Tout d'abord en termes d'information, le simple volontariat des fabricants pour indiquer l'origine de la viande sur leurs produits est inopérant : 62% des produits de consommation courante contenant de la viande de bœuf n'indiquent pas l'origine de celle-ci,

selon une étude récente de l'UFC-Que choisir.

Ensuite, les aliments issus de l'agriculture conventionnelle contiennent des résidus de pesticides (65% des fruits et 39% des légumes en moyenne en Europe, selon l'association Générations futures, au vu du rapport annuel sur les pesticides de l'Agence européenne de sécurité sanitaire). Pesticides dont l'impact délétère sur la santé est aujourd'hui connu : augmentation des risques de certaines pathologies telles que cancers, leucémies, lymphomes, maladie de Parkinson, troubles anxio-dépressifs et cognitifs, morts fœtales, etc., comme l'a montré la méta-analyse de l'Inserm parue en juillet dernier.

Enfin, nous attirons votre attention sur le fait que la nourriture industrielle que l'on peut trouver en France contient potentiellement des plantes génétiquement modifiées (PGM), importées d'outre-Atlantique. Cela même alors que nous ne connaissons rien des effets toxiques à long terme des PGM.

Au regard de ces enjeux sociaux et sanitaires, nous estimons que les citoyens, dont la majorité se nourrit via la grande distribution, sont en droit de manger une nourriture saine, exempte de substances soit toxiques soit dont les effets sont inexplorés. Plus de 60% des Français estiment manquer d'informations sur la qualité des produits qu'ils achètent, d'après un sondage Ipsos et Respect'in, rendu public début novembre 2013. Trois quarts d'entre eux se disent inquiets à l'idée de subir de nouvelles crises alimentaires.

Nous appelons donc, d'une part, à l'application du principe de précaution, via un moratoire sur l'importation des plantes génétiquement modifiées. Et d'autre part, à un moratoire sur le Roundup, herbicide le plus utilisé dans le monde et intimement lié à la culture des PGM.

Pour finir, nous appelons à la remise en cause de façon transparente et indépendante de toutes les autorisations de mise en marché accordées aux plantes génétiquement modifiées, du fait de l'insuffisance et de l'inadéquation des tests et des protocoles adoptés, comme l'a mis en lumière l'étude de Gilles-Eric Séralini parue en septembre 2012 dans Food and chemical toxicology, puis retirée début décembre 2013 pour des raisons qui ne sont probablement en rien liées à sa valeur scientifique.

Les dizaines de milliers de consommateurs bio dont nous portons la voix sont convaincus que l'agriculture biologique représente un moteur essentiel de la transition économique, écologique et sociale de notre système agricole et agro-alimentaire. Aussi, Monsieur le Ministre, nous comptons sur vous pour promouvoir son développement plus encore que vous ne l'avez annoncé et vous invitons à prendre connaissance de notre pétition Consommateurs pas cobayes ! soutenue par plus de 50 000 citoyens.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à notre contribution et vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, notre attentive et respectueuse considération.

Hugues Toussaint
Président

Claude Jourdren
Vice-président

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Monsieur Philippe Martin
Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
Grande arche de la Défense
Tour Pascal A et B
92055 Paris La Défense Cedex

Objet : pétition pour un moratoire sur l'importation des OGM et la commercialisation du Roundup

Paris, le 9 janvier 2014

Monsieur le Ministre,

Comme suite à la présentation du projet de loi d'avenir sur l'agriculture, l'alimentation et la forêt le 13 novembre dernier en Conseil des ministres, nous souhaitons attirer votre attention sur plusieurs points.

Nous nous félicitons de l'importance accordée à l'accès à tous à une « alimentation sûre, diversifiée et de bonne qualité, produite dans des conditions favorisant la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à la lutte contre le changement climatique » (article L.1.-I). Nous nous réjouissons également que vous vous impliquiez dans la transition énergétique de la France. Cependant, nous sommes préoccupés.

Tout d'abord, nous regrettons que ce projet de loi n'accorde pas l'importance qu'elle mérite à la culture de protéines végétales destinées à l'alimentation animale. Aujourd'hui, pour nourrir ses cheptels, la France dépend toujours de l'importation de plantes génétiquement modifiées (PGM) cultivées en Amérique du Sud. Ces plantes sont aussi intégrées dans de nombreux aliments industriels destinés aux humains. Une tendance à l'importation d'OGM que nous craignons de voir s'accélérer : non seulement la Commission européenne a donné son feu vert, le 6 novembre 2013, pour la commercialisation de 10 nouvelles PGM, mais en plus, des négociations sont en cours qui favoriseraient, via un accord de partenariat transatlantique, la mainmise des grandes entreprises sur nos politiques publiques. Nous vous rappelons, d'une part, que les impacts globaux des OGM sur les écosystèmes sont encore méconnus. D'autre part, que de nombreuses résistances font leur apparition parmi les espèces ciblées par les plantes génétiquement modifiées pour produire un insecticide, obligeant les agriculteurs à épandre encore davantage de pesticides.

Les PGM ne permettent donc pas, actuellement, de réduire notre dépendance aux intrants chimiques. Loin d'utiliser les services écosystémiques de l'environnement, lesquels

sont hautement valorisés en agroécologie, l'agriculture conventionnelle basée sur les PGM nous fait demeurer dans la continuité de la logique agroindustrielle qui a été amorcée après-guerre.

Nous appelons donc à l'application du principe de précaution, via un moratoire sur l'importation de ces plantes génétiquement modifiées.

Nous déplorons ensuite que la France demeure l'un des premiers utilisateurs mondiaux de produits phytopharmaceutiques. Et ce, malgré le plan Ecophyto lancé en 2008 pour réduire de moitié l'usage des pesticides d'ici 2018. Or, 90% des cours d'eau français sont contaminés par des pesticides, comme l'a montré le Commissariat général au développement durable dans une étude rendue publique en juillet 2013. Nous nous inquiétons de cet accroissement de la pollution agricole, accroissement que l'on peut voir symbolisé par la progression continue des algues vertes au-delà de la région bretonne.

Nous notons en outre que le glyphosate, commercialisé sous la marque Roundup, reste le premier herbicide vendu dans le monde et la deuxième substance active la plus vendue en France, avec environ 6000 tonnes annuelles (étude Ineris 2010). Malheureux concours de circonstances : cette substance est justement étroitement liée à la culture des PGM tolérantes au glyphosate, ces mêmes PGM que nous importons d'outre-atlantique pour nourrir nos animaux. Nous demandons donc également un moratoire sur la commercialisation de cet herbicide emblématique d'une agronomie mortifère, destructrice de la santé et de l'environnement, à l'opposé de notre vision de l'agroécologie.

Pour finir, nous appelons à la remise en cause de façon transparente et indépendante de toutes les autorisations de mise en marché accordées aux plantes génétiquement modifiées, du fait de l'insuffisance et de l'inadéquation des tests et des protocoles adoptés, comme l'a mis en lumière l'étude de Gilles-Eric Séralini parue en septembre 2012 dans *Food and chemical toxicology*, puis retirée début décembre 2013 pour des raisons qui ne sont probablement en rien liées à sa valeur scientifique.

Les dizaines de milliers de consommateurs bio dont nous portons la voix sont convaincus que l'agriculture biologique représente un moteur essentiel de la transition économique, écologique et sociale de notre système agricole et agro-alimentaire. Aussi, Monsieur le Ministre, nous comptons sur vous pour promouvoir son développement plus encore que vous ne l'avez annoncé et vous invitons à prendre connaissance, de notre pétition Consommateurs pas cobayes ! soutenue par plus de 50 000 citoyens.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à notre contribution et vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, notre attentive et respectueuse considération.

Hugues Toussaint
Président

Claude Jourdren
Vice-président

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Monsieur Jean-Marc Ayrault
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Objet : pétition pour un moratoire sur l'importation des OGM et la commercialisation du Roundup

Paris, le 9 janvier 2014

Monsieur le Premier Ministre,

Suite à la présentation du projet de loi d'avenir sur l'agriculture, l'alimentation et la forêt le 13 novembre 2013 en Conseil des ministres, nous souhaitons attirer votre attention sur plusieurs points.

Nous nous félicitons de l'importance que cette loi accorde à l'accès à tous à une « alimentation sûre, diversifiée et de bonne qualité, produite dans des conditions favorisant la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à la lutte contre le changement climatique » (article L.1.-I). Cependant, nous sommes inquiets.

Nous sommes inquiets parce que les crises sanitaires et fraudes alimentaires récentes (commercialisation de viande de cheval impropre à la consommation, viande de cheval dans des lasagnes dites au bœuf, poulet et œufs à la dioxine, lait à la mélamine, vache folle, etc.) témoignent selon nous des difficultés rencontrées par les gouvernements successifs pour faire respecter la traçabilité et la sécurité sanitaire incontournables pour le bien des consommateurs français, dans le cadre d'un système alimentaire mondialisé et soumis au libre marché.

Nous sommes inquiets parce que la France continue d'être le premier utilisateur européen de pesticides, alors qu'une méta-analyse récente de l'Inserm démontre les effets nocifs de ces substances sur la santé.

Nous sommes inquiets parce que l'élevage français dépend étroitement, pour nourrir ses cheptels, de l'importation de plantes génétiquement modifiées cultivées outre-atlantique. Plantes dont nous ne connaissons rien, ou presque, sur leur toxicité à long terme. Plantes qui sont par ailleurs étroitement liées à l'utilisation de pesticides.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Enfin, nous craignons que cette situation n'empire. L'accord de partenariat transatlantique, en cours de négociations entre l'Europe et l'Amérique du Nord, fragilisera en effet des règles protectrices européennes et nationales déjà imparfaites, puisque sur ces dernières prévaudra la loi du marché et des multinationales.

Nous appelons donc, d'une part, à l'application du principe de précaution, via un moratoire sur l'importation des plantes génétiquement modifiées. Et d'autre part, à un moratoire sur le Roundup, herbicide le plus utilisé dans le monde et intimement lié à la culture des PGM.

Nous appelons également à la remise en cause de façon transparente et indépendante de toutes les autorisations de mise en marché accordées aux plantes génétiquement modifiées, du fait de l'insuffisance et de l'inadéquation des tests et des protocoles adoptés, comme l'a mis en lumière l'étude de Gilles-Eric Séralini parue en septembre 2012 dans Food and chemical toxicology, puis retirée début décembre 2013 pour des raisons qui ne sont probablement en rien liées à sa valeur scientifique.

Nous avons fait part de ces demandes, en les détaillant, au ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt à la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, à la ministre de la santé, au ministre de de la consommation et au ministre de l'écologie. Nous vous invitons à prendre connaissance de ces courriers, joints à la présente lettre.

Les dizaines de milliers de consommateurs bio dont nous portons la voix sont convaincus que l'agriculture biologique représente un moteur essentiel de la transition économique, écologique et sociale de notre système agricole et agro-alimentaire. Aussi, Monsieur le Premier Ministre, nous comptons sur vous pour promouvoir son développement plus encore que vous ne l'avez annoncé et vous invitons à prendre connaissance de notre pétition Consommateurs pas cobayes ! soutenue par plus de 50 000 citoyens.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à notre contribution et vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, notre attentive et respectueuse considération.

Hugues Toussaint
Président

Claude Jourdren
Vice-président

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

PETITION POUR UN MORATOIRE OGM/ROUNDUP

DOSSIER

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Table des matières

Texte de la pétition signée par 54 443 citoyen(ne)s…….p 3

Membres du comité de soutien de la pétition Consommateurs pas cobayes.……...p 4

Communiqué du Criigen du 3 novembre 2013…….....p.5

Annexes : revue de presse internationale……p 8
L'herbicide le plus vendu dans le monde, le glyphosate, contamine notre organisme (Les Amis de la Terre, juin 2013)……..p 8
UE – Dix nouvelles autorisations d'OGM pour l'importation données par la Commission européenne ! (Inf'ogm, novembre 2013)…….p 12
Pesticides : Effets sur la santé - Une expertise collective de l'Inserm (inserm.fr, juin 2013)…… p 14
Roundup-ready, aim, spray: How GM crops lead to herbicide addiction (Grist, octobre 2013) ……p 15
How GMOs unleashed a pesticide gusher (Mother Jones, octobre 2013)……p 17
Impacts of genetically engineered crops on pesticide use in the U.S. the first sixteen years (Environmental sciences Europe, septembre 2012)…….p 19
Nearly half of all US farms now have superweeds (Mother Jones, février 2013) ….p 21
Roundup-resistant weeds running rampant (The Australian, octobre 2012)…….p 24
As Argentina's pesticide use increases, many worry about growing link to health problems (Huffington Post, octobre 2013)……..p 25
Les raisons de l'addiction française aux pesticides (Le Monde, octobre 2012)……p 31
Farmers cope with Roundup-resistant weeds (New York Times, mai 2010)……p 34
Superweeds: How biotech crops bolster the pesticide industry (Food & Water Watch, juillet 2013)…….p 36
Les OGM ont perdu la guerre contre les mauvaises herbes (Le Figaro, mai 2012)……p 38
Le traité transatlantique, un typhon qui menace les Européens (Le Monde Diplomatique, décembre 2013) ……p 40

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

L’objet de la pétition pour un moratoire

Compte tenu des résultats alarmants de l’étude du professeur Gilles-Eric Séralini et son équipe soutenus par de très nombreux scientifiques du monde entier, et sur la base de la stricte application du **principe de précaution** dans un domaine touchant à **la santé publique** Les organisations de la société civile et les consommateurs citoyens soussignés exigent des pouvoirs publics qu’ils procèdent à :

- **la mise en place d’un moratoire** sur l’importation de tous les OGM qui se retrouvent dans l’alimentation animale en grande quantité, et en particulier du maïs NK 603 et de l’herbicide Roundup
- **la remise en cause** de façon transparente et indépendante (après communication des tests toxicologiques actuellement tenus secrets au motif inacceptable de secret de fabrication) de toutes les autorisations de mise en marché accordées aux plantes génétiquement modifiées du fait de l’insuffisance et l'inadéquation des tests et des protocoles adoptés.

Pour en savoir plus :

Le contexte justifiant un moratoire

La publication de l'étude du professeur Gilles-Eric Séralini et son équipe concernant les effets sur la santé d'un OGM, le maïs NK 603, et de son herbicide associé le Roundup, a fait le tour du monde et a entraîné la stupéfaction et l'inquiétude des consommateurs ainsi que de très vives réactions de l’industrie agrochimique et d'un certain nombre de scientifiques. Dans son étude, qui a reçu le soutien et les critiques positives de plus de 300 scientifiques de 33 pays et 5 continents, le professeur Séralini met en évidence l'insuffisance inacceptable des protocoles toxicologiques et le laxisme des instances nationales et internationales donnant les agréments de mise sur le marché (AMM) ou de mise en culture. Les enjeux de santé publique sont suffisamment importants et graves pour que soient revus les protocoles d'études toxicologiques portant sur la chronicité, tant pour l'OGM que pour l'éventuel herbicide associé dans le cas des plantes manipulées génétiquement (PGM) pour devenir tolérantes à celui-ci,

Association Bio Consom’acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

ici le Roundup. A l'avenir un recours, dans la mesure du possible, à des méthodes d'expérimentation bio-alternatives ne devrait pas être écarté.

Le principe de précaution

Pendant le temps nécessaire à ces réévaluations – recommandées notamment pour le maïs NK603 par les agences d'évaluation françaises, le haut conseil des biotechnologies (HCB) et l'agence d'évaluation sanitaire des aliments, de l'environnement et du travail (ANSES) – **il serait irresponsable de continuer à les consommer** et de ne pas appliquer le **principe de précaution**. Selon la communication du 02/02/2000 de la commission européenne sur le recours au principe de précaution : **« le principe de précaution peut être invoqué lorsqu'un phénomène, un produit ou un procédé peut avoir des effets potentiellement dangereux, identifiés par une évaluation scientifique et objective, si cette évaluation ne permet pas de déterminer le risque avec suffisamment de certitude »**.

Le comité de soutien de l'association Bio Consom'acteurs a appelé à signer la pétition.

Antoine (chanteur navigateur, cinéaste), **André Aschieri** (maire de Mouans-Sartoux), **Claude Aubert** (ingénieur agronome), **Jacky Blanc** (président de la Coopérative de finance éthique), **Jacques Caplat** (agronome, auteur), **Jérôme Celle** (président du directoire de Celnat), **Cyriaque Crosnier-Mangeat** (fondateur d'Agrosemens), **Valérie Cupillard** (créatrice et consultante culinaire bio), **Eric Darche** (naturopathe spécialisé en nutrition), **Philippe Derruder** (consultant en économie et monnaies alternatives), **Philippe Desbrosses** (docteur en sciences de l'environnement, écrivain), **Alain Duez** (directeur de la rédaction de L'âge de faire), **Marc Dufumier** (ingénieur agronome, expert auprès de la FAO et de la Banque Mondiale), **Laurent Espinosa** (fondateur du journal Human& Terre), **Maud Fontenoy** (présidente de la fondation éponyme, porte-parole de l'Unesco pour les océans), **Pierre Gevaert** (agronome, conseiller en agroécologie), **Jean-Paul Jaud** (réalisateur), **Marc Jolivet** (humoriste), **Henri Joyeux** (professeur de cancérologie et de chirurgie digestive), **Denis Lairon** (directeur de recherche à l'INSERM), **Michaël Latz** (maire de Correns), **Lylian Le Goff** (médecin nutritionniste), **Dominique Marion** (président de la Fnab), **Yves Michel** (éditeur), **Jean-Loup Mouysset** (cancérologue oncologue), **Yann Olivaux** (Biophysicien, conférencier), **Jacques Olivier** (maire du Thor et conseiller général du vaucluse), **Jacques Pelissard** (maire de Lons le Saunier), **Pierre Rabhi** (philosophe et agronome), **Marie-Monique Robin** (journaliste d'investigation, réalisatrice), **Laurence Salomon** (chef cuisinier et naturopathe), **Gilles-Eric Séralini** (enseignant-chercheur), **Joël Spiroux** (président du CRIIGEN), **François Thiery** (agriculteur, président de l'Agence bio), **François Veillerette** (porte-parole de Générations Futures), **Christian Vélot** (chercheur, docteur en biologie), **Denise et Daniel Vuillon** (maraîchers, initiateurs des AMAP).

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

CRIIGEN
Comité de Recherche et d'Information Indépendantes sur le génie Génétique

Communiqué du CRIIGEN
le 3 novembre 2013
OGM ET PESTICIDES : VERS UN NOUVEAU SCANDALE SANITAIRE

Un OGM (organisme génétiquement modifié) est un être vivant (animal, plante, microbe) dont le patrimoine génétique a été artificiellement changé.

IL EXISTE 2 GRANDS TYPES D'OGM RELEVANT DE 2 LÉGISLATIONS DIFFÉRENTES :

1. Ceux qui sont faits pour rester en ESPACE FERME (ex. pour la recherche, pour fabriquer des médicaments…). Ils constituent des outils au service des chercheurs pour acquérir de nouvelles connaissances dans le domaine de la biologie ou pour des applications médicales ou pharmaceutiques, et ne sont pas (ou peu) sujets à la controverse.

2. Ceux qui sont diffusés DANS L'ENVIRONNEMENT (ex. en plein champ) et/ou utilisés dans l'alimentaire. Ils sont au cœur de l'essentiel des débats notamment à cause des risques mal évalués sur l'environnement et la santé.

Depuis leur première utilisation commerciale en 1995, tous les OGM en milieu ouvert sont des plantes alimentaires. Présentées comme un outil incontournable pour résoudre la faim dans le monde, elles ne peuvent au contraire qu'asservir les paysans du monde entier en les plaçant sous la tutelle des firmes semencières par le biais des brevets dont ces plantes font l'objet. Malgré les grandes promesses de fabriquer des plantes adaptées à la sécheresse, à la salinité des sols, capables de fixer l'azote de l'air… il ne s'agit, depuis 1995, que de plantes créées pour absorber des pesticides sans mourir (herbicides) ou pour les produire (insecticides). Elles en contiennent donc toutes : ce sont des éponges à pesticides.

Les animaux qui mangent ces plantes absorbent ces pesticides, et les humains qui mangent ces plantes ou ces animaux absorbent donc aussi ces pesticides qui s'accumulent dans la chaîne alimentaire. Et contrairement à ce qu'affirment les firmes semencières, les cultures de ces OGM nécessitent de plus en plus d'épandages massifs de pesticides.

Par exemple, les plantes tolérantes à l'herbicide Roundup (essentiellement des sojas et des maïs) représentent 80% des OGM agricoles et sont faites pour être arrosées de Roundup, le premier pesticide du monde, sans en mourir. De plus certaines adventices comme l'amarante

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

présentent maintenant une tolérance au Roundup ce qui oblige les agriculteurs à augmenter les doses ou à faire des mélanges encore plus toxiques avec d'autres herbicides !

Les 20% restants (appelés « Bt ») produisent en permanence dans leurs cellules un nouvel insecticide, qui va donc lui aussi se retrouver dans l'alimentation animale ou humaine. Non seulement cet insecticide est abondamment diffusé dans le sol par les racines, mais cela n'évite en rien l'utilisation d'autres pesticides. Il faut préciser là encore que les insectes développent eux aussi des résistances (c'est notamment le cas de la pyrale du maïs) nécessitant l'utilisation de plus fortes doses ou de mélanges plus toxiques pour les faire mourir ! Certaines plantes comme le maïs Smarstax possèdent jusqu'à 8 gènes de tolérance ou de production de pesticides.

Concernant la santé, les autorisations de ces OGM agricoles et des à pesticides associés s'appuient sur des évaluations très incomplètes et sans aucune transparence, voire sur aucune évaluation du tout. Celles-ci ne concernent en effet que les OGM agricoles dits « transgéniques », c'est-à-dire dont la modification génétique résulte de l'introduction dans la plante d'un ou plusieurs gènes provenant d'une autre espèce (le plus souvent une bactérie). Mes des plantes tolérant des herbicides sont aujourd'hui obtenues par une autre technique appelée la mutagenèse (qui consiste à modifier les gènes par des agents chimiques). Les plantes mutées qui en résultent, bien que reconnues comme étant des OGM, échappent à la réglementation européenne du fait qu'elles ne sont pas transgéniques. Ce sont essentiellement des tournesols et des colzas qualifiés très justement d'OGM cachés.

Les évaluations des plantes transgéniques sont faites sur des périodes dangereusement courtes (3 mois au mieux sur des rats, modèle commun de laboratoire, au lieu de 2 ans, leur vie entière), qui ne permettent pas d'appréhender les éventuels effets chroniques. De plus, les résultats, par exemple les analyses de sang, sont maintenus totalement confidentiels pour des raisons de secret industriel et de propriété intellectuelle, empêchant ainsi toute contre-expertise.

Les premiers travaux indépendants, réalisés sur 2 ans par le Professeur Séralini et son équipe, démontrent pourtant des effets toxiques mortels notamment sur les foies et les reins, avec de grosses tumeurs mammaires. Cette étude a reçu le soutien de nombreux scientifiques internationaux, et n'a été désavouée que par des agences d'expertise juges et parties qui ont contribué elles-mêmes — directement ou indirectement — à l'autorisation des produits incriminés, ou des experts autoproclamés dont les liens avec les industriels des semences ou des pesticides sont avérés. Sa publication n'a d'ailleurs pas été retirée de l'édition scientifique, ni la réponse des auteurs aux détracteurs qui a été publiée en Janvier 2013 par la même revue et ce malgré toutes les tentatives et pressions des détracteurs, pressions allant jusqu'à faire en sorte que soit nommé, au bureau éditorial du journal scientifique en question, un nouvel éditeur associé en charges des biotechnologies. Il s'agit de Richard Goodman qui a travaillé 7 ans pour Monsanto !

Bien que reconnaissant la nécessité de faire des études à long terme les agences d'évaluation ont refusé de reconsidérer les autorisations des produits incriminés par l'étude du Pr. Séralini

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

(dont le Roundup). Elles continuent de faire confiance aux industriels des OGM et des pesticides qui font leurs propres tests concluant à l'innocuité de leurs produits.

Des études de long terme financées par l'Europe et la France devraient toutefois avoir lieu, même si elles ne consistent pas, contrairement à ce qui est affirmé, à reproduire l'étude du Pr. Séralini, puisqu'il ne s'agit en aucun cas d'études toxicologiques.

Pendant ce temps, les OGM et le Roundup continuent à être autorisés à la consommation animale et humaine. Le principe de précaution est ainsi bafoué.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Annexes

L'herbicide le plus vendu dans le monde, le glyphosate, contamine notre organisme

Les Amis de la Terre France ont détecté la présence d'un herbicide très répandu, le glyphosate, dans le corps de personnes testées. Les analyses ont révélé que, sur les 10 Français qui avaient accepté de faire analyser leurs urines, 3 étaient contaminés et présentaient des traces de glyphosate dans leurs urines. Une contamination de l'organisme qui est inquiétante et inacceptable.

Qu'est-ce que le glyphosate ?

Le glyphosate (N-(phosphonomethyl) glycine) est un herbicide systémique à large spectre qui bloque un enzyme dont la plante a besoin pour fabriquer des acides aminés et des protéines.
Ce produit est toxique pour toute plante qui n'a pas été modifiée génétiquement pour le tolérer.

Les propriétés herbicides du glyphosate ont été brevetées par Monsanto dans les années 70, et le Roundup® devint un succès commercial. Les herbicides à base de glyphosate contiennent d'autres ingrédients chimiques comme les tensio-actifs qui facilitent l'absorption par la plante.

Monsanto vend près de la moitié des herbicides à base de glyphosate commercialisés dans le monde. D'autres firmes comme Syngenta, Bayer, BASF et Dow vendent aussi leurs propres produits à base de glyphosate. Une bonne part du marché de Monsanto provient des agriculteurs qui sont obligés d'acheter son herbicide, le Roundup Ready lorsqu'ils cultivent des OGM Roundup Ready.

Le glyphosate : l'herbicide le plus utilisé dans le monde

Le glyphosate est ainsi devenu l'herbicide chimique le plus vendu sur la planète et notamment en Europe. En France, le glyphosate est la substance « phytosanitaire » la plus vendue entre 2008 et 2011.

Hors des frontières de l'Union européenne, le glyphosate est aussi utilisé sur les OGM agricoles, dont 85 % sont modifiés génétiquement pour tolérer un herbicide. En 2012, aux Etats-Unis, presque la moitié des terres agricoles étaient cultivées avec des plantes GM de Monsanto, Roundup Ready, et la majorité du soja importé d'Amérique du Sud en Europe pour alimenter les animaux d'élevage est tolérant au Roundup. Il y a actuellement 14 demandes d'autorisation en attente pour la culture de plantes tolérantes au glyphosate dans l'Union européenne.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

L'expérience des Etats-Unis et de l'Argentine montre clairement que la culture de plante GM tolérantes au Roundup provoque une augmentation très importante des volumes de glyphosate – mais aussi d'autres herbicides – utilisés sur les cultures.

Le glyphosate est aussi utilisé pour contrôler les adventices dans les vignobles et les vergers. On l'emploie aussi couramment dans les jardins, les parcs, les espaces publics et sur les voies ferrées. En 2011, ce sont 650 000 tonnes de produits à base de glyphosate qui ont été utilisées mondialement – et certains observateurs prévoient un doublement d'ici 2017. De plus, si les OGM étaient autorisés à la culture dans l'Union européenne, les volumes utilisés pourraient augmenter de 800 %[1].

Le glyphosate : un danger pour la santé

Les résultats des expérimentations animales laissent à penser que lorsqu'on consomme du glyphosate, de 15 à 30 % sont absorbés par le corps[2]. On peut alors le retrouver dans le sang et les tissus[3], et il a été démontré qu'il pouvait aussi traverser le placenta durant la grossesse[4]. Une faible proportion peut être dégradée en acide aminométhyphosphonique (AMPA). Les recherches montrent qu'après une semaine, 1 % du glyphosate demeure dans le corps[5], mais comme ce produit est largement utilisé, la majorité des personnes est exposée de façon régulière.

Les herbicides à base de glyphosate ont des niveaux de toxicité très variables, mais peuvent être mortels chez l'humain[6]. Il a été démontré qu'ils sont toxiques sur des cultures de cellules humaines, notamment sur des cellules du placenta et de l'embryon[7]. L'AMPA est encore plus toxique pour les humains que le glyphosate[8].

Le glyphosate peut perturber le système endocrinien, ce qui peut avoir des conséquences irréversibles à certaines phases du développement, comme la grossesse.

Dans les secteurs d'Amérique du Sud où est cultivé le soja, le nombre de malformations congénitales a augmenté. Une étude menée au Paraguay constatait que les femmes qui vivent à moins d'un kilomètre des champs sur lesquels le glyphosate est épandu, ont plus de deux fois plus de risques d'avoir des bébés malformés[9].

En Equateur et en Colombie, où des herbicides à base de glyphosate ont été utilisés pour contrôler la production de cocaïne, il y avait un taux plus élevé d'altérations génétiques et de fausses-couches durant la saison d'épandage[10][11]. Le Chaco est une région d'Argentine où l'on cultive le soja. Les taux de cancer ont été multipliés par 4 durant ces dix dernières années[12].

Le glyphosate : un danger pour l'environnement

Comme le glyphosate est conçu pour tuer les plantes, il peut avoir des conséquences néfastes sur la vie sauvage, réduire la biodiversité sur les terres agricoles et détruire les réserves de nourriture pour les oiseaux et les insectes. Des essais menés en Grande-Bretagne pour étudier l'impact sur la biodiversité des OGM tolérants à des herbicides, ont montré que

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

les cultures traitées avec du glyphosate pouvaient avoir un impact néfaste sur les oiseaux des champs[13].

Le glyphosate affecte directement les plantes, mais il est aussi lessivé des sols vers les ruisseaux, rivières et eaux souterraines[14]. En 2011, l'AMPA - métabolite entre autres du glyphosate - était présent dans plus de 60 % des cours d'eau français testés et le glyphosate dans plus de 30 %. En 2010, l'Agence de l'Eau de Seine-Normandie reconnaissait même que « le glyphosate était présent dans l'eau potable à des concentrations supérieures à la norme ».

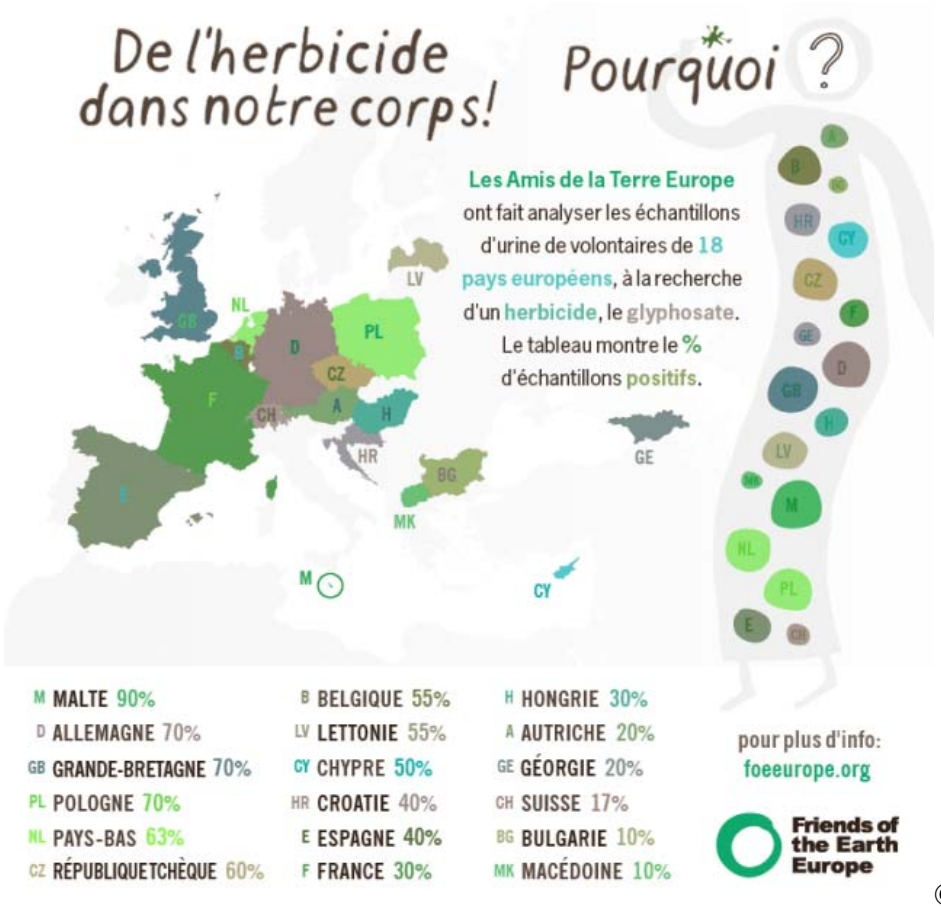
La contamination des eaux menace la vie aquatique et des études ont montré que les herbicides contenant du glyphosate peuvent être toxiques pour les grenouilles et les crapauds[15]. Cela est d'autant plus inquiétant qu'une espèce d'amphibien sur trois est menacée d'extinction. Il a aussi été démontré que des cellules de foie de carpe étaient endommagées lorsqu'on les exposait à des herbicides à base de glyphosate[16].

Le glyphosate modifie la chimie des sols. Dans certains sols, il se lie à des particules, ce qui le rend inerte. Dans d'autres types de sols, il reste actif et est dégradé par les microbes. Cela perturbe les processus chimiques dans l'environnement de la plante, notamment sa capacité à fixer l'azote[17], ce qui oblige à augmenter les taux d'engrais à base de nitrates.

3 français sur 10 sont contaminés par le glyphosate

Les résultats des analyses commandées par Les Amis de la Terre sont en concordance avec les tests menés dans 17 autres pays européens, qui montrent que 43,9 % de tous les échantillons contiennent des traces de ce produit chimique. Tous les volontaires qui ont donné des échantillons d'urines vivent en ville et aucun d'entre eux n'a utilisé, ni manipulé des produits à base de glyphosate dans la période précédent les tests. C'est la première fois qu'un tel test de contrôle est mené en Europe pour détecter la présence de ce désherbant dans le corps humain.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z



© Les Amis de la Terre Pour Christian Berdot des Amis de la Terre France, « *Après tous les scandales sanitaires récents, découvrir maintenant un herbicide dans le corps humain ne peut qu'inquiéter. Nous sommes exposés quotidiennement à ce produit, pourtant, on ne sait pas comment il pénètre dans nos corps et peu de choses sont connues sur sa dissémination dans l'environnement ou sur ces conséquences néfastes pour notre santé. Alors que c'est l'herbicide le plus utilisé en Europe, il scandaleux que les pouvoirs publics ne contrôlent que rarement s'il y a du glyphosate dans nos aliments et dans l'eau potable. Pourtant, quand on fait ces recherches, comme les Amis de la Terre, il s'avère que la contamination humaine est répandue.* »Christian Berdot conclut : « *Il est particulièrement choquant que des entreprises comme Monsanto aient déposé des demandes d'autorisation pour cultiver en Europe des OGM tolérants au glyphosate, ce qui ne peut qu'augmenter encore les volumes de cet agro-toxique déversés sur les champs. Les Amis de la Terre demandent que les pouvoirs publics français et européens mettent enfin en place des mesures de contrôle pour protéger les citoyens et l'environnement.* »La sécurité du glyphosate devait être réexaminée dans l'Union européenne en 2012, mais cet examen a été repoussé à 2015.

Les Amis de la Terre, paru dans notreplanete.info, juin 2013

UE – DIX NOUVELLES AUTORISATIONS D'OGM POUR L'IMPORTATION DONNEES PAR LA COMMISSION EUROPEENNE !

Eric MEUNIER, novembre 2013

Le mercredi 6 novembre, la Commission européenne a autorisé, pour l'alimentation animale et/ou humaine, dix plantes génétiquement modifiées (PGM), dites empilées, ainsi que le pollen issu de maïs MON810. Les PGM empilées contiennent plusieurs événements de transformation. La plus emblématique est le maïs SmartStax, avec huit transgènes. L'adoption en juin 2013 du règlement concernant l'évaluation sanitaire des OGM annonçait bel et bien la reprise des autorisations d'OGM pour l'importation et l'alimentation, comme l'avait prédit Inf'OGM [1].

Réunis en collège, les Commissaires européens ont finalisé la procédure d'autorisation pour la commercialisation du pollen issu de maïs MON810 pour l'alimentation humaine et de dix PGM contenant plusieurs événements de transformation pour l'importation, l'alimentation humaine et l'alimentation animale [2]. La Commission européenne a, une fois de plus, pallié l'absence de décision des États membres, d'abord le 10 juin 2013 au sein du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale (CP CASA), puis le 11 juin 2013 au cours du Comité d'appel.

La décision d'autoriser d'un coup dix PGM et le calendrier de vote inhabituellement serré (moins de six mois) que la Commission européenne a suivi confirment que la dynamique d'autorisations d'OGM en masse pour l'alimentation humaine et animale est (re)lancée. Cette reprise des autorisations a été déclenchée par l'adoption, en juin 2013, du nouveau règlement sur l'évaluation des risques sanitaires liés aux OGM. Selon Inf'OGM, l'adoption de ce règlement permettait en effet à la Commission européenne de se sentir les mains libres pour relancer les procédures d'autorisations de la cinquantaine de PGM en attente. Parmi les dossiers, une trentaine concerne des demandes pour l'importation et la transformation qui pourrait aboutir rapidement.

Gènes empilés, croisements de PGM : effets synergiques inconnus

La Commission européenne a également innové aujourd'hui sur un plan de procédure en délivrant une autorisation pour plusieurs PGM (le maïs Mon89034*1507*MON88017*59122 et ses « sous-combinaisons »). Le règlement européen (1829/2003 en l'occurrence) prévoit qu'une autorisation puisse être accordée sur la base d'un dossier concernant une plante GM, contenant un ou plusieurs événements de transformation, et non les combinaisons de ces mêmes événements non testés spécifiquement. Plus simplement, une autorisation peut être donnée en réponse à un dossier déposé pour une plante génétiquement modifiée avec les événements de transformation A+B+C. Mais ce même dossier ne peut concerner les sous combinaisons A+B, B+C et A+C de ces mêmes événements s'ils ne sont pas testés spécifiquement.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Inf'OGM avait donc questionné la légalité d'une telle décision. Mais la Commission européenne nous avait répondu que *« rien dans le règlement 1829/2003 n'empêche ni la soumission d'un dossier contenant différents OGM, ni l'AESA d'adopter une opinion couvrant différents produits pourvu que chaque OGM ait fait l'objet d'une évaluation conforme au règlement »*. La Commission européenne nous avait même appris que c'était elle qui avait souhaité que l'entreprise complète son autorisation de manière à couvrir *« toutes les sous-combinaisons des événements simples présentes dans [la plante GM empilée], à l'exception de celles déjà autorisées »*.

La Commission a aussi donné son feu vert au maïs SmartStax qui contient les évènements de transformation Mon89034*1507*MON88017*59122. Ce maïs, qui exprime six protéines insecticides et deux tolérances à des herbicides, est largement critiqué. L'association Testbiotech en Allemagne a dénoncé des lacunes dans l'évaluation des risques de cette PGM, comme l'absence d'étude des effets synergiques entre les toxines insecticides et les résidus de pulvérisation d'herbicide [3]. Des cas d'insectes ayant développé des résistances aux protéines insecticides exprimées ont par ailleurs été rapportés par le P^{r}. Tabashnik [4]. La Commission européenne a donc choisi d'ignorer ces nouvelles données. Inf'OGM rapportait d'ailleurs en juillet 2013 que Syngenta elle-même avouait de telles résistances, argument que l'entreprise avait mis en avant pour vendre un insecticide contre la chrysomèle : *« Les variétés transgéniques Bt ont apporté un moyen pratique et efficace aux agriculteurs pour gérer la chrysomèle du maïs, mais (...) les récents cas de dommages inattendus de la chrysomèle et la difficulté de contrôler ces populations ont montré, plus que jamais, [la pertinence d'utiliser un insecticide que vend l'entreprise] »* [5].

Inf'OGM, novembre 2013

[1] *Inf'OGM*, « UE – L'évaluation sanitaire des OGM réglementée... après le 8 décembre 2013 », Eric MEUNIER, 14 juin 2013

[2] le maïs MON89034*1507*NK603 (dossier NL/2009/65 déposé en 2009 avec Dow AgroScience) ; le maïs Mon89034*1507*MON88017*59122 et ses « sous-combinaisons » (dossier CZ/2008/62 déposé en 2008) : les maïs MON89034*1507*MON88017, MON89034*1507*59122, MON89034*MON88017*59122, 1507*MON88017*59122 - les maïs MON89034x1507, MON89034x59122, 1507xMON88017 et MON88017x59122

[3] http://www.testbiotech.org/en/node/838

[4] *Inf'OGM*, « Les insectes résistent de plus en plus aux OGM insecticides », Eric MEUNIER, 24 juin 2013

[5] *Inf'OGM*, « Chrysomèle : « et si les OGM ne marchent pas, il y a toujours nos insecticides » nous disent les vendeurs d'OGM », Christophe NOISETTE, 11 juillet 2013

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Pesticides : Effets sur la santé - Une expertise collective de l'Inserm

13 Juin 2013

Une nouvelle expertise collective de l'Inserm vient faire le point sur les connaissances relatives aux effets des pesticides sur la santé. L'ensemble des données concernant les expositions professionnelles et les expositions précoces (fœtus et jeunes enfants) ont été analysées.

Depuis les années 1980, l'implication des expositions professionnelles aux pesticides dans la survenue de plusieurs pathologies (cancers, maladies neurologiques, troubles de la reproduction) est évoquée par des enquêtes épidémiologiques. Ces enquêtes ont également attiré l'attention sur les effets éventuels d'une exposition, même à faible intensité, au cours de périodes sensibles du développement (*in utero* et pendant l'enfance).

Dans ce contexte, la Direction générale de la santé a sollicité l'Inserm pour réaliser un bilan de la littérature scientifique disponible, afin de fournir des arguments sur les risques sanitaires associés à l'exposition professionnelle aux pesticides, en particulier en secteur agricole, et sur les effets d'une exposition précoce du fœtus et du jeune enfant.

Pour répondre à cette demande, l'Inserm s'est appuyé sur un groupe pluridisciplinaire d'experts constitué d'épidémiologistes spécialistes en santé-environnement ou en santé au travail et de biologistes spécialistes de la toxicologie cellulaire et moléculaire.

D'après les données de la littérature scientifique internationale publiées au cours des 30 dernières années et analysées par ces experts, il semble exister une association positive entre exposition professionnelle à des pesticides et certaines pathologies chez l'adulte : la maladie de Parkinson, le cancer de la prostate et certains cancers hématopoïétiques (lymphome non hodgkinien, myélomes multiples). Par ailleurs, les expositions aux pesticides intervenant au cours des périodes prénatales et périnatale ainsi que lors la petite enfance semblent être particulièrement à risque pour le développement de l'enfant.

Expertise de l'Inserm sur les pesticides et la santé (www.inserm.fr, juin 2013)

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Roundup-ready, aim, spray: How GM crops lead to herbicide addiction

By Nathanael Johnson

To understand the environmental effects of GMOs, I started by looking at plants genetically modified to be insect-resistant — and concluded that they have, on balance, helped reduce overall insecticide use in U.S. farming. The picture isn't so rosy with the other main trait that GM agribusiness promotes, herbicide tolerance.

While it's clear that genetic engineering has reduced the amount of insecticides that farmers spray, it's just as clear that it has encouraged a much larger increase in the use of the herbicide glyphosate. And while insect resistance is safeguarded by some (insufficient) regulations, there are no regulations to rein in the way that herbicide-tolerant plants encourage overuse of herbicides.

If insect-resistant plants have helped run the pesticide treadmill in reverse, as entomologist Bruce Tabashnik told me, herbicide tolerant plants are running it forward at full speed, increasing our reliance on harmful chemicals.

Those are broad strokes, and there are a couple caveats here. For one thing, the data on agricultural pesticide use is patchy and prone to interpretation. And — although government numbers show an increase in total herbicide use — farmers have been using much milder chemicals, chiefly glyphosate, the active ingredient in Roundup. Instead of just looking at the total pounds of the herbicides used, it seems like it would make more sense to do a little math: pounds x nastiness.

I asked Charles Benbrook, a research professor at Washington State University, about this, and he endorsed my simple equation. But Benbrook, who since 2004 has been putting out reports on pesticide use associated with genetically engineered plants, said there's also a good reason to pay attention to the raw poundage of pesticides, which is exactly what he does.

"The reason I started doing this was that the biotech industry kept claiming that the GE crops on the market at the time were reducing pesticide use. And it was just factually incorrect if you looked at the increase in glyphosate use," he said. "From the beginning I've always said that glyphosate is a great herbicide — it's one of the safest on the market. But there are real consequences in using so much of it."

The most obvious consequence has been the spread of glyphosate-resistant weeds. But, I asked Benbrook, can we really tie glyphosate-resistant weeds to GE crops? After all, farmers started using Roundup long before Monsanto invented Roundup Ready seeds.

The GM crops increased the evolutionary selection pressure on weeds, Benbrook said, because people started using gylphosate more regularly and during the cropping season,

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

instead of just before or after harvest. Any weed that could survive gained an enormous competitive advantage and spread its seeds.

Why did GM lead to greater herbicide use? Bill Freese, at the Center for Food Safety, says it's simple economics.

"If you are planting Roundup Ready seeds, there's a strong incentive to only use Roundup," Freese said. "The farmers say, 'look, I'm paying extra for this trait — there's a real financial incentive to make use of this trait.'"

And spraying glyphosate in conjunction with GM herbicide-tolerant crops was so easy and effective that agronomists started referring to it as "agricultural heroin." It worked so much better than anything else that farmers became addicted. For farmers rotating between planting glyphosate-resistant soy and glyphosate-resistant corn, it was hard not to use glyphosate year in and year out as their primary form of weed control. When this happens, the National Research Council concluded, "strong selection pressure exists for the evolution of glyphosate-resistant weeds because the management tactics vary so little between the two crops."

This wasn't just irresponsible behavior by farmers, however: Monsanto encouraged these reckless practices, assuring farmers in advertisements that it was absolutely fine to use glyphosate every year. And this, of course, was a textbook method for breeding glyphosate-resistant weeds.

Unlike insect-resistant crops, which opened the door to alternative forms of pest management, herbicide-tolerant crops narrowed weed control options to a single obvious solution.

"They basically went to a 100 percent Roundup system," said Carol Mallory-Smith, a professor of weed science at Oregon State.

Now, if your instinct is to cheer the fall of glyphosate, don't be too hasty. The biotech response to that is to develop crops tolerant of much more dangerous herbicides — and to make a tidy profit in the process. As the *Wall Street Journal* reported:

[The major agro-chemical companies] are together spending hundreds of millions of dollars to develop genetically modified soybean, corn and cotton seeds that can survive a dousing by their herbicides, many decades old.

"It will be a very significant opportunity" for chemical companies, says John Jachetta, a scientist at Dow Chemical's Dow AgroSciences and president of the Weed Science Society of America. "It is a new era."

And there are already weeds that resist multiple herbicides. In the southern U.S., the cost of herbicides for growing cotton have more than quadrupled in recent years, and many farmers have simply given up.

It's not this dire everywhere: In many places weeds are still well controlled. But many weed scientists are beginning to say that the focus on herbicides matched with transgenic crops has

gone too far. As Mallory-Smith and five other scientists put it, in a letter published in the journal *Weed Science* [$ub. req.], “Are we as a discipline so committed to maintaining profits for the agrochemical industry that we cannot offer up realistic long-term solutions to this pressing problem?”

Supporters of GMOs point out that the spread of resistance is not the fault of a flaw in the technology. And in a narrow sense that’s true — the technology could have been used differently. But herbicide-tolerance is at the heart of a larger technological system that guides its use. Without regulators and industry prudently restricting this sort of GM technology, it can be self-limiting, even self-defeating. And in this case, it’s clear that industry was anything but prudent.

There’s one more twist to this story about herbicide tolerance, and it has to do with conservation tillage — where farmers leave their plants standing, or plow only lightly. I’ll look at that next.

Grist, October 2013

Association Bio Consom’acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

How GMOs Unleashed a Pesticide Gusher

—By Tom Philpott

| Wed Oct. 3, 2012 2:00 AM GMT

For years, proponents of genetically modified crops have hailed them as a critical tool for weaning farmers from reliance on toxic pesticides. On its website, the GMO-seed-and-agrichemical giant Monsanto makes the green case for its Roundup Ready crops, engineered to withstand the company's own blockbuster herbicide, Roundup:

Roundup agricultural herbicides and other products are used to sustainably an [sic] effectively control weeds on the farm. Their use on Roundup Ready crops has allowed farmers to conserve fuel, reduce tillage and **decrease the overall use of herbicides**. [Emphasis added.]

But in a just-released paper published in the peer-reviewed *Environmental Sciences Europe*, Chuck Benbrook, research professor at Washington State University's Center for Sustaining Agriculture and Natural Resources, shreds that claim. He found that Monsanto's Roundup Ready technology, which dominates corn, soy, and cotton farming, has called forth a veritable monsoon of herbicides, both in terms of higher application rates for Roundup, and, in recent years, growing use of other, more-toxic herbicides.

Benbrook found that overall, GMO technology drove up herbicide use by 527 million pounds, or about 11 percent, between 1996 (when Roundup Ready crops first hit farm fields) and 2011. But it gets worse. For several years, the Roundup Ready trait actually did meet Monsanto's promise of decreasing overall herbicide use—herbicide use dropped by about 2 percent between 1996 and 1999, Benbrook told me in an interview. But then weeds started to develop resistance to Roundup, pushing farmers to apply higher per-acre rates. In 2002, farmers using Roundup Ready soybeans jacked up their Roundup application rates by 21 percent, triggering a 19 million pound overall increase in Roundup use.

Since then, an herbicide gusher has been uncorked. By 2011, farms using Roundup Ready seeds were using 24 percent more herbicide than non-GMO farms planting the same crops, Benbrook told me. What happened? By that time, "in all three crops [corn, soy, and cotton], resistant weeds had fully kicked in," Benbrook said, and farmers were responding both by ramping up use of Roundup and resorting to older, more toxic herbicides like 2,4-D.

GMOs have added more than four pounds of herbicides to US farm fields for every pound of insecticide they've taken away.

Now, biotech industry defenders might counter that the surge in herbicide use is balanced by the other main product offered by the industry: seeds engineered to contain the toxic-to-insects gene found in Bacillus thuringiensis (Bt), a naturally occurring bacterial pesticide. The pitch is this: Rather having to spray corn and cotton with insecticides, plant our Bt seeds, and your insect problems are taken care of.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Benbrook found that the Bt trait indeed led to a reduction in insecticide use of 123 million pounds between 1996 and 2011. But that figure is dwarfed by the 527 million pound, GMO-driven increase in herbicide use over the same period. In other words, GMOs have added more than four pounds of herbicides to US farm fields for every pound of insecticide they've taken away. Overall, Benbrook found, GMOs have lead to a net increase in pesticide use (meaning herbicides plus insecticides) of 404 million pounds, a 7 percent gain.

And just as weeds developed resistance to year-after-year applications of Roundup, corn's number-one insect pest, the rootworm, is quickly evolving to be able to withstand Bt-engineered corn, as I've reported before. Benbrook told me that in areas of the Midwest where farmers have been planting Bt corn year after year—an increasingly popular practice, since the explosion in ethanol production that started in 2006—ag university extension experts are suggesting that farmers spray other insecticides to supplement the failing Bt trait in their corn. "The goal of this technology was to make it possible not have to spray these corn insecticides, and now we have to spray them again to bail out this technology," Benbrook told me.

The chemical war against pests will likely get yet another boost from the failure of Roundup. As I've reported before, GMO seed giants Monsanto and Dow are preparing to roll out seeds designed to resist both Roundup and older herbicides including 2,4-D, the less toxic half of the formulation that made up the infamous Vietnam War defoliant Agent Orange. The industry insists that weeds won't develop resistance to the new products. But last year, a group of Penn State weed scientists published a paper warning that the new products are "likely to increase the severity of resistant weeds." Indeed, 2,4-D-resistant weeds have already been documented in Nebraska.

In his paper, Benbrook created a model for how a 2,4-D-resistant corn product, if released in 2013, would affect 2,4-D use. One of the actual benefits of Roundup Ready technology is that it has until recently made 2,4-D almost obsolete—its use on corn crops went from 4.4 million pounds in 1995 to 2.4 million in 2000. It hovered at that level for a while before jumping to 3.3 million pounds in 2010, as farmers increasingly resorted to it to attack Roundup-resistant weeds. If 2,4-D resistant corn is widely adopted, Benbrook projects, making what he calls "conservative" assumptions, 2,4-D use will hit 103.4 million pounds on corn fields per year by 2019. Overall, Benbrook projects a 30-fold increase in 2,4-D applied between 2000 and 2019. Because 2,4-D is so toxic, the result will not be pretty. Here's Benbrook's study:

Such a dramatic increase could pose heightened risk of birth defects and other reproductive problems, more severe impacts on aquatic ecosystems, and more frequent instances of off-target movement and damage to nearby crops and plants.

The only question on GMOs and pesticide use Benbrook's paper leaves open is: When will Monsanto correct the absurd claim on its website that its highly lucrative technology has allowed farmers to cut back on herbicides?

Mother Jones, octobre 2013

Impacts of genetically engineered crops on pesticide use in the U.S. -- the first sixteen years

Charles M Benbrook

Environmental Sciences Europe 2012, **24**:24 doi:10.1186/2190-4715-24-24

Published: 28 September 2012

Abstract

Background

Genetically engineered, herbicide-resistant and insect-resistant crops have been remarkable commercial successes in the United States. Few independent studies have calculated their impacts on pesticide use per hectare or overall pesticide use, or taken into account the impact of rapidly spreading glyphosate-resistant weeds. A model was developed to quantify by crop and year the impacts of six major transgenic pest-management traits on pesticide use in the U.S. over the 16-year period, 1996–2011: herbicide-resistant corn, soybeans, and cotton; *Bacillus thuringiensis (Bt)* corn targeting the European corn borer; *Bt* corn for corn rootworms; and *Bt* cotton for Lepidopteron insects.

Results

Herbicide-resistant crop technology has led to a 239 million kilogram (527 million pound) increase in herbicide use in the United States between 1996 and 2011, while *Bt* crops have reduced insecticide applications by 56 million kilograms (123 million pounds). Overall, pesticide use increased by an estimated 183 million kgs (404 million pounds), or about 7%.

Conclusions

Contrary to often-repeated claims that today's genetically-engineered crops have, and are reducing pesticide use, the spread of glyphosate-resistant weeds in herbicide-resistant weed management systems has brought about substantial increases in the number and volume of herbicides applied. If new genetically engineered forms of corn and soybeans tolerant of 2,4-D are approved, the volume of 2,4-D sprayed could drive herbicide usage upward by another approximate 50%. The magnitude of increases in herbicide use on herbicide-resistant hectares has dwarfed the reduction in insecticide use on *Bt* crops over the past 16 years, and will continue to do so for the foreseeable future.

Environmental sciences Europe, septembre 2012

Nearly Half of All US Farms Now Have Superweeds

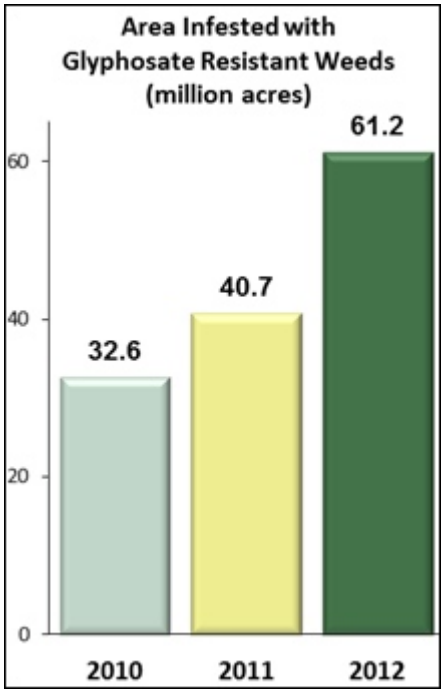
—By Tom Philpott

| Wed Feb. 6, 2013 3:06 AM GMT

Last year's drought took a big bite out of the two most prodigious US crops, corn and soy. But it apparently didn't slow down the spread of weeds that have developed resistance to Monsanto's herbicide Roundup (glyphosate), used on crops engineered by Monsanto to resist it. More than 70 percent of all the the corn, soy, and cotton grown in the US is now genetically modified to withstand glyphosate.

Back in 2011, such weeds were already spreading fast. "Monsanto's 'Superweeds' Gallop Through Midwest," declared the headline of a post I wrote then. What's the word you use when an already-galloping horse speeds up? Because that's what's happening. Let's try this: "Monsanto's 'Superweeds' Stampede Through Midwest."

That pretty much describes the situation last year, according to a new report from the agribusiness research consultancy Stratus. Since the 2010 growing season, the group has been polling "thousands of US farmers" across 31 states about herbicide resistance. Here's what they found in the 2012 season:



Superweeds: First they gallop, then they roar. Graph: Stratus

• Nearly half (49 percent) of all US farmers surveyed said they have glyphosate-resistant weeds on their farm in 2012, up from 34 percent of farmers in 2011.
• Resistance is still worst in the South. For example, 92 percent of growers in Georgia said they have glyphosate-resistant weeds.

• But the mid-South and Midwest states are catching up. From 2011 to 2012 the acres with resistance almost doubled in Nebraska, Iowa, and Indiana.
• It's spreading at a faster pace each year: Total resistant acres increased by 25 percent in 2011 and 51 percent in 2012.
• And the problem is getting more complicated. More and more farms have at least two resistant species on their farm. In 2010 that was just 12 percent of farms, but two short years later 27 percent had more than one.

So where do farmers go from here? Well, Monsanto and its peers would like them to try out "next generation" herbicide-resistant seeds—that is, crops engineered to resist not just Roundup, but also other, more toxic herbicides, like 2,4-D and Dicamba. Trouble is, such an escalation in the chemical war on weeds will likely only lead to more prolific, and more super, superweeds, along with a sharp increase in herbicide use. That's the message of a peer-reviewed 2011 paper by a team of Penn State University researchers led by David A. Mortensen. (I discussed their paper in a post last year.)

And such novel seeds won't be available in the 2013 growing season anyway. None have made it through the US Department of Agriculture's registration process. The USDA was widely expected to award final approval on Dow's 2,4-D/Roundup-resistant corn during the Christmas break, but didn't. The agency hasn't stated the reason it hasn't decided on the product, known as Enlist, but the nondecision effectively delays its introduction until 2014 at the earliest, as Dow acknowledged last month. Reuters reporter Carey Gillam noted that the USDA' delay comes amid "opposition from farmers, consumers and public health officials" to the new product, and that these opponents have "bombarded Dow and US regulators with an array of concerns" about it.

So industrial-scale corn and soy farmers will likely have to muddle along, responding in the same way that they have been for years, which is by upping their herbicide use in hopes of controlling the rogue weeds, as Washington State University's Charles Benbrook showed in a recent paper (my post on it here). That means significant economic losses for farmers—according to Penn State's Mortensen, grappling with glyphosate resistance was already costing farmers nearly $1 billion per year in 2011. It will also likely mean a jump in toxic herbicides entering streams, messing with frogs and polluting people's drinking water.

For a good idea of what's in store, check out this piece in the trade mag *Corn & Soy Digest* on "Managing Herbicide-Resistant weeds." Here's the key bit—note that "burndown" means a complete flattening of all vegetation in a field with a broad-spectrum herbicide such as paraquat, an infamously toxic weed killer that's been banned in 32 countries, including those of the European Union:

For those with a known resistance problem, it’s not uncommon to see them use a fall burndown plus a residual herbicide, a spring burndown before planting, another at planting including another residual herbicide, and two or more in-season herbicide applications. “If you can catch the resistant weeds early enough, paraquat does a good job of controlling them. But once Palmer amaranth [a common glyphosate-tolerant weed] gets 6 ft. tall, you can't put on enough paraquat to kill it," [one weed-control expert] says.

But of course there's another way. In a 2012 study I'll never tire of citing, Iowa State University researchers found that if farmers simply diversified their crop rotations, which typically consist of corn one year and soy the next, year after year, to include a "small grain" crop (e.g. oats) as well as offseason cover crops, weeds (including Roundup-resistant ones) can be suppressed with dramatically less fertilizer use—a factor of between 6 and 10 less. And much less herbicide means much less poison entering streams—"potential aquatic toxicity was 200 times less in the longer rotations" than in the regular corn-soy regime, the study authors note. So, despite what the seed giants and the conventional weed specialists insist, there are other ways to respond to the accelerating scourge of "superweeds" than throwing more—and ever-more toxic—chemicals at them.

Mother Jones, février 2013

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Roundup-resistant weeds running rampant

South Australian farmer Neil Bridger has had to stop growing wheat on paddocks worst affected by chemical-resistant weeds. Picture: Kelly Barnes *Source:* The Australian

SUPER weeds and grasses that cannot be killed or controlled by common chemicals are insidiously spreading across Australia.

A study by Adelaide University researchers, funded by the National Weeds Program, has discovered herbicide resistance in half the weed sites surveyed along major roads stretching from the Darling Downs in Queensland to southern and Western Australia.
The most common resistance was found in the dominant ryegrass species, as well as in flaxleaf fleabane and windmill grass.
All showed complete resistance or increasing tolerance to the herbicide glyphosate, commonly known as Roundup, widely used to control such weeds in cereal crops.
Some ryegrass was also resistant to a second herbicide, paraquat, used in recent years by farmers as the main alternative weapon against weeds resistant to Roundup.
Adelaide University's Chris Preston, who chairs the Australian Glyphosate Sustainability Working Group, said the most worrying super weed he had found was a ryegrass resistant to nine types of chemicals.
South Australian cattleman and grain grower Neil Bridger knows too well the devastating impact weed resistance can have on a farm business.
It is eight years since he discovered ryegrass resistant to Roundup along a fence line on his Clare Valley property; next he discovered similar grasses in his wheat paddocks.
Now the problem has spread across his 1600ha farm, despite the use of rotating chemicals, that he has been forced to stop growing wheat on his worst-affected paddocks, while using heavy grazing of cattle and haymaking in an attempt to get rid of the weeds.
"Growing crops using minimum tillage techniques and chemicals to control weeds is fantastic for your soil and your crop, but terrible for what happens to your weeds," Mr Bridger said.
"I'd love to not have to use chemicals but we are caught in a hard spot; I really don't want to have to plough again because of the damage it will do to my soils."
Professor Preston said the new survey showed glyphosate resistance, from being a serious problem on wheat and cropping farms, had gone on to affect councils and land managers responsible for looking after 612,000km of roads where resistant weeds are likely to be found.
He said most growers knew the issue was serious and were taking action prevent herbicide resistance getting worse.
But he said that the survey showed the need for a similar approach by councils and other public land managers, who too often reverted to Roundup as a control mechanism along roads and around bridges because it was cheap and easily available.

The Australian, octobre 2012

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

As Argentina's Pesticide Use Increases, Many Worry About Growing Link To Health Problems

AP | By MICHAEL WARREN and NATACHA PISARENKO Posted: 10/20/2013 9:56

BASAVILBASO, Argentina (AP) — Argentine farmworker Fabian Tomasi was never trained to handle pesticides. His job was to keep the crop-dusters flying by filling their tanks as quickly as possible, although it often meant getting drenched in poison.

Now, at 47, he's a living skeleton, so weak he can hardly swallow or go to the bathroom on his own.

Schoolteacher Andrea Druetta lives in Santa Fe Province, the heart of Argentina's soy country, where agrochemical spraying is banned within 500 meters (550 yards) of populated areas. But soy is planted just 30 meters (33 yards) from her back door. Her boys were showered in chemicals recently while swimming in the backyard pool.

After Sofia Gatica lost her newborn to kidney failure, she filed a complaint that led to Argentina's first criminal convictions for illegal spraying. But last year's verdict came too late for many of her 5,300 neighbors in Ituzaingo Annex. A government study there found alarming levels of agrochemical contamination in the soil and drinking water, and 80 percent of the children surveyed carried traces of pesticide in their blood.

American biotechnology has turned Argentina into the world's third-largest soybean producer, but the chemicals powering the boom aren't confined to soy and cotton and corn fields.

The Associated Press documented dozens of cases around the country where poisons are applied in ways unanticipated by regulatory science or specifically banned by existing law. The spray drifts into schools and homes and settles over water sources; farmworkers mix poisons with no protective gear; villagers store water in pesticide containers that should have been destroyed.

Now doctors are warning that uncontrolled pesticide applications could be the cause of growing health problems among the 12 million people who live in the South American nation's vast farm belt.

In Santa Fe, cancer rates are two times to four times higher than the national average. In Chaco, birth defects quadrupled in the decade after biotechnology dramatically expanded farming in Argentina.

"The change in how agriculture is produced has brought, frankly, a change in the profile of diseases," says Dr. Medardo Avila Vazquez, a pediatrician and neonatologist who co-founded Doctors of Fumigated Towns, part of a growing movement demanding enforcement of

agricultural safety rules. "We've gone from a pretty healthy population to one with a high rate of cancer, birth defects, and illnesses seldom seen before."

A nation once known for its grass-fed beef has undergone a remarkable transformation since 1996, when the St. Louis-based Monsanto Co. promised that adopting its patented seeds and chemicals would increase crop yields and lower pesticide use. Today, Argentina's entire soy crop and nearly all its corn and cotton are genetically modified, with soy cultivation alone tripling to 47 million acres (19 million hectares).

Agrochemical use did decline at first, then it bounced back, increasing ninefold from 9 million gallons (34 million liters) in 1990 to more than 84 million gallons (317 million liters) today as farmers squeezed in more harvests and pests became resistant to the poisons. Overall, Argentine farmers apply an estimated 4.3 pounds of agrochemical concentrate per acre, more than twice what U.S. farmers use, according to an AP analysis of government and pesticide industry data.

Glyphosate, the key ingredient in Monsanto's popular Roundup brand of pesticides, is one of the world's most widely used weed killers. It has been determined to be safe, if applied properly, by many regulatory agencies, including those of the United States and European Union.

On May 1, the U.S. Environmental Protection Agency even raised the allowable levels of glyphosate residues in food, concluding that based on studies presented by Monsanto, "there is a reasonable certainty that no harm will result to the general population or to infants and children from aggregate exposure."

Argentina's 23 provinces take the lead in regulating farming, and rules vary.

Spraying is banned within 3 kilometers (1.9 miles) of populated areas in some provinces and as little as 50 meters (55 yards) in others. About one-third of the provinces set no limits at all, and most lack detailed enforcement policies.

A federal environmental law requires applicators of toxic chemicals to suspend or cancel activities that threaten public health, "even when the link has not been scientifically proven," and "no matter the costs or consequences," but it has never been applied to farming, the auditor general found last year.

In response to soaring complaints, President Cristina Fernandez ordered a commission in 2009 to study the impact of agrochemical spraying on human health. Its initial report called for "systematic controls over concentrations of herbicides and their compounds ... such as exhaustive laboratory and field studies involving formulations containing glyphosate as well as its interactions with other agrochemicals as they are actually used in our country."

But the commission hasn't met since 2010, the auditor general found.

Government officials insist the problem is not a lack of research, but misinformation that plays on people's emotions.

"I've seen countless documents, surveys, videos, articles in the news and in universities, and really our citizens who read all this end up dizzy and confused," Agriculture Secretary Lorenzo Basso said. "I think we have to publicize the commitment that Argentina has to being a food producer. Our model as an exporting nation has been called into question. We need to defend our model."

In a written statement, Monsanto spokesman Thomas Helscher said the company "does not condone the misuse of pesticides or the violation of any pesticide law, regulation, or court ruling."

"Monsanto takes the stewardship of products seriously and we communicate regularly with our customers regarding proper use of our products," Helscher said.

Argentina was among the earliest adopters of the new biotech farming model promoted by Monsanto and other U.S. agribusinesses.

Instead of turning the topsoil, spraying pesticides and then waiting until the poison dissipates before planting, farmers sow the seeds and spray afterward without harming crops genetically modified to tolerate specific chemicals.

This "no-till" method takes so much less time and money that farmers can reap more harvests and expand into land not worth the trouble before.

But pests develop resistance, even more so when the same chemicals are applied to genetically identical crops on a vast scale.

So while glyphosate is one of the world's safest herbicides, farmers now use it in higher concentrates and mix in much more toxic poisons, such as 2,4,D, which the U.S. military used in "Agent Orange" to defoliate jungles during the Vietnam War.

In 2006, a division of Argentina's agriculture ministry recommended adding caution labels urging that mixtures of glyphosate and more toxic chemicals be limited to "farm areas far from homes and population centers." The recommendation was ignored, according to the federal audit.

The government relies on industry research approved by the EPA, which said May 1 that "there is no indication that glyphosate is a neurotoxic chemical and there is no need for a developmental neurotoxicity study."

Molecular biologist Dr. Andres Carrasco at the University of Buenos Aires says the burden from the chemical cocktails is worrisome, but even glyphosate alone could spell trouble for human health. He found that injecting a very low dose of glyphosate into embryos can change levels of retinoic acid, causing the same sort of spinal defects in frogs and chickens that doctors increasingly are registering in communities where farm chemicals are ubiquitous.

This acid, a form of vitamin A, is fundamental for keeping cancers in check and triggering genetic expression, the process by which embryonic cells develop into organs and limbs.

"If it's possible to reproduce this in a laboratory, surely what is happening in the field is much worse," Carrasco said. "And if it's much worse, and we suspect that it is, what we have to do is put this under a magnifying glass."

His findings, published in the journal Chemical Research in Toxicology in 2010, were rebutted by Monsanto, which said the results "are not surprising given their methodology and unrealistic exposure scenarios."

Monsanto said in response to AP's questions that chemical safety tests should only be done on live animals, and that injecting embryos is "less reliable and less relevant for human risk assessments."

"Glyphosate is even less toxic than the repellent you put on your children's skin," said Pablo Vaquero, Monsanto's corporate affairs director in Buenos Aires. "That said, there has to be a responsible and good use of these products because in no way would you put repellent in the mouths of children and no environmental applicator should spray fields with a tractor or a crop-duster without taking into account the environmental conditions and threats that stem from the use of the product."

Out in the fields, warnings are widely ignored.

For three years, Tomasi was routinely exposed to chemicals as he pumped pesticides into the tanks of crop-dusters. Now he's near death from polyneuropathy, a debilitating neurological disorder, which has left him wasted and shriveled.

"I prepared millions of liters of poison without any kind of protection, no gloves, masks or special clothing," he said. "I didn't know anything. I only learned later what it did to me, after contacting scientists."

"The poison comes in liquid concentrates, in containers with lots of precautions to take when applying it," Tomasi explained. "But nobody takes precautions."

With soybeans selling for about $500 a ton, growers plant where they can, often disregarding Monsanto's guidelines and provincial law by spraying with no advance warning, and even in windy conditions.

In Entre Rios, teachers reported that sprayers failed to respect 50-meter (55-yard) limits at 18 schools, dousing 11 during class. Five teachers filed police complaints this year.

Druetta also filed complaints in Santa Fe, alleging that students fainted when pesticides drifted into their classrooms and that their tap water is contaminated. She is struggling to get clean drinking water into her school, she said, while a neighbor keeps a freezer of rabbit and bird carcasses, hoping someone will test them to see why they dropped dead after spraying.

Buenos Aires forbids loading or hosing off spraying equipment in populated areas, but in the town of Rawson, it's done directly across the street from homes and a school, with the runoff flowing into an open ditch.

Felix San Roman says that when he complained about clouds of chemicals drifting into his yard, the sprayers beat him up, fracturing his spine and knocking out his teeth. He said he filed a complaint in 2011, but it was ignored.

"This is a small town where nobody confronts anyone, and the authorities look the other way," San Roman said. "All I want is for them to follow the existing law, which says you can't do this within 1,500 meters (of homes). Nobody follows this. How can you control it?"

Sometimes even court orders are ignored.

In January, activist Oscar Di Vincensi stood in a field near a friend's house waving a ruling against spraying within 1,000 meters (1,100 yards) of homes in his town of Alberti. A tractor driver simply ignored him, dousing him in pesticide.

Di Vincensi's video of that incident went viral on YouTube earlier this year.

___

Dr. Damian Verzenassi, who directs the Environment and Health program at the National University of Rosario's medical school, decided to try to figure out what was behind an increase in cancer, birth defects and miscarriages in Argentina's hospitals.

"We didn't set out to find problems with agrochemicals. We went to see what was happening with the people," he said.

Since 2010, this house-to-house epidemiological study has reached 65,000 people in Santa Fe province, finding cancer rates two times to four times higher than the national average, including breast, prostate and lung cancers. Researchers also found high rates of thyroid disorders and chronic respiratory illness.

"It could be linked to agrochemicals," he said. "They do all sorts of analysis for toxicity of the first ingredient, but they have never studied the interactions between all the chemicals they're applying."

Dr. Maria del Carmen Seveso, who has spent 33 years running intensive care wards and ethics committees in Chaco province, became alarmed at regional birth reports showing a quadrupling of congenital defects, from 19.1 per 10,000 to 85.3 per 10,000 in the decade after genetically modified crops and their agrochemicals were approved in Argentina.

Determined to find out why, she and her colleagues surveyed 2,051 people in six towns in Chaco, and found significantly more diseases and defects in villages surrounded by industrial agriculture than in those surrounded by cattle ranches. In Avia Terai, 31 percent said a family member had cancer in the past 10 years, compared with 3 percent in the ranching village of Charadai.

Visiting these farm villages, the AP found chemicals in places where they were never intended to be.

Claudia Sariski, whose home has no running water, says she doesn't let her twin toddlers drink from the discarded poison containers she keeps in her dusty backyard. But her chickens do, and she uses it to wash the family's clothes.

"They prepare the seeds and the poison in their houses. And it's very common, not only in Avia Terai but in nearby towns, for people to keep water for their houses in empty agrochemical containers," explained surveyor Katherina Pardo. "Since there's no treated drinking water here, the people use these containers anyway. They are a very practical people."

The survey found diseases Seveso said were uncommon before — birth defects including malformed brains, exposed spinal cords, blindness and deafness, neurological damage, infertility, and strange skin problems.

Aixa Cano, a shy 5-year-old, has hairy moles all over her body. Her neighbor, 2-year-old Camila Veron, was born with multiple organ problems and is severely disabled. Doctors told their mothers that agrochemicals may be to blame.

"They told me that the water made this happen because they spray a lot of poison here," said Camila's mother, Silvia Achaval. "People who say spraying poison has no effect, I don't know what sense that has because here you have the proof," she added, pointing at her daughter.

It's nearly impossible to prove that exposure to a specific chemical caused an individual's cancer or birth defect. But like the other doctors, Seveso said their findings should prompt a rigorous government investigation. Instead, their 68-page report was shelved for a year by Chaco's health ministry. A year later, a leaked copy was posted on the Internet.

"There are things that are not open to discussion, things that aren't listened to," Seveso concluded.

Scientists argue that only broader, longer-term studies can rule out agrochemicals as a cause of these illnesses.

"That's why we do epidemiological studies for heart disease and smoking and all kinds of things," said Doug Gurian-Sherman, a former EPA regulator now with the Union of Concerned Scientists. "If you have the weight of evidence pointing to serious health problems, you don't wait until there's absolute proof in order to do something."

Huffington post, octobre 2013

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Les raisons de l'addiction française aux pesticides

LE MONDE | 27.10.2012 à 10h51 • Mis à jour le 29.10.2012 à 07h40 | Par Martine Valo

Au troisième rang mondial derrière les Etats-Unis et le Japon, la France est une championne de la consommation de produits phytosanitaires en tous genres, herbicides en tête. Avec les Pays-Bas et la Belgique, elle forme le trio des pays européens les plus gourmands en pesticides rapporté à l'hectare cultivé.

L'importance des terres arables n'explique pas tout. Il existe en France une forme de reconnaissance envers ces substances qui ont soutenu la modernisation radicale de l'agriculture à partir des années 1950. Appauvrissement des sols, phénomènes de résistances des "ravageurs" et surtout dégradation inquiétante de la qualité de l'eau : le revers de la médaille se révèle aujourd'hui. Quant aux répercussions sur la santé, les adeptes de l'agriculture intensive – qui achètent 93 % des produits phytosanitaires du marché national – sont les premiers à en pâtir.

Lancé en 2008 à l'issue du Grenelle de l'environnement, le plan gouvernemental Ecophyto s'est fixé pour ambition de réduire de moitié l'usage des pesticides d'ici à 2018. Mais les ventes ont continué de grimper de 2,6 % entre 2008 et 2011… Seules les substances les plus dangereuses ont fortement diminué… parce que l'Union européenne (UE) a imposé le retrait du marché de 53 d'entre elles. Le bilan est si décourageant et l'objectif jugé si inatteignable que le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, a un temps hésité avant de le reprendre à son compte.

"PEU D'OUTILS OBLIGATOIRES OU COERCITIFS"

Qu'est ce qui coince ? La réponse est en partie inscrite dans le rapport de la mission parlementaire d'information sur les pesticides conduite par la sénatrice Nicole Bonnefoy (PS) : *"L'analyse fine du contenu réel du plan Ecophyto 2018 montre que sa réussite dépend largement de la bonne volonté des agriculteurs, des fabricants et des industriels. Peu d'outils obligatoires ou coercitifs ont été mis en place."* Pour ne prendre qu'un exemple, la mobilisation des pouvoirs publics n'a même pas mis fin aux épandages aériens de pesticides, officiellement interdits par la loi, mais qui continuent de bénéficier de multiples dérogations.

Au sein d'une agriculture française très structurée, convaincre chaque agriculteur de lever le pied sur le pulvérisateur de pesticides n'est peut-être pas le plus grand défi. Car que pèse le discours vertueux face aux pressions de la coopérative dont il dépend pour écouler sa production ? Peut-il risquer de se retrouver avec ses pommes ou son blé sur les bras ?

La coopérative impose ses propres critères, exige des rendements, tout en fournissant les conseils et parfois les pesticides qui permettent d'y parvenir. Elle rédige des cahiers des charges très précis pour répondre aux exigences de la grande distribution, voire de l'usine agroalimentaire dans laquelle elle a elle-même souvent des intérêts. Le terme de "coopérative" désigne en effet des groupements de dimension internationale aux intérêts diversifiés. Le

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

chiffre d'affaires de In Vivo par exemple, spécialisée dans les céréales, dépasse 6 milliards d'euros, Sodiaal (lait) 4 milliards et, Triskalia, la polyvalente bretonne, 2 milliards.

Aucun règlement n'interdit *"qu'une même personne morale prescrive ou au moins recommande des traitements phytosanitaires et vende les produits permettant de les réaliser"*, soulignent les parlementaires dans leur rapport. *"Dans l'écrasante majorité des départements*, s'inquiètent-ils, *les coopératives agricoles jouent les deux rôles dont la synergie apparaît malsaine."*

"PROBLÈME LANCINANT DES CONFLITS D'INTÉRÊTS"

Ils dénoncent en outre le *"problème lancinant des conflits d'intérêts"* au sein des groupes d'experts qui conseillent les pouvoirs publics sur la toxicité des produits. Quant aux chambres d'agriculture, qui comptent nombre de dirigeants de grandes coopératives à leur tête, elles continuent de jouer un rôle central en impulsant ou non des changements de pratiques chez leurs adhérents. Le plan Ecophyto repose sur elles pour la constitution d'un réseau d'exploitations de référence, les fermes Dephy, qui souhaitent jouer le jeu de produire autant en réduisant les intrants.

C'est par elles encore que passe la formation des agriculteurs, qui sera couronnée par un certificat, le Certiphyto, obligatoire à partir du 1er octobre 2014. Les distributeurs d'herbicides, fongicides et autres insecticides devront eux aussi obtenir un agrément.

Le ministère de l'environnement ne s'occupe que des 7,8 % d'utilisateurs en dehors du monde agricole – jardiniers, gestionnaires de golf, Réseau ferré de France… –, et a logiquement laissé la main à celui de l'agriculture, qui mise surtout sur la pédagogie. L'administration de Stéphane le Foll vient notamment de lancer une plate-forme contributive sur Internet, "Produisons autrement", qui regorge de témoignages convaincants d'exploitants et d'agronomes vantant les mérites de la diversification des variétés, de l'espacement des plantations, des substances nettement moins nocives pour l'environnement…

LE BIO N'OCCUPE QUE 3,5 % DE LA SURFACE AGRICOLE

Tout confondu, les crédits engagés pour Ecophyto s'élèvent à environ 140 millions d'euros par an, en bonne partie financés par la redevance sur les pollutions diffuses collectées par les agences de l'eau. *"Le problème, ce n'est pas l'argent mais la volonté*, observe François Veillerette de Générations futures. *En Picardie par exemple, des exploitations qui ont réduit de moitié leur usage des pesticides n'ont pas pu prendre place dans le réseau Dephy, faute de convaincre les responsables agricoles locaux. On perd du temps." "On peut multiplier les changements à la marge, mais atteindre les 50 % en moins signifierait quitter le modèle de l'agriculture intensive et sortir la bio de sa niche"*, conclut Isabelle Laudon de WWF.

En 2011, le nombre d'exploitations engagées dans le système biologique a progressé de 12,3 %, ce qui ne les fait cependant occuper que 3,5 % de la surface agricole. Or le Grenelle de l'environnement a fixé l'objectif de 6 % en 2012 et de 20 % en 2020. En Europe, 17,2 % des terres autrichiennes sont déjà converties au bio, 8,6 % des italiennes et 5,9 % des allemandes.

Un marché de 1,9 milliard d'euros en 2011

Avec plus de 5 kilogrammes en moyenne de matières actives déversés par hectare cultivé, le marché des pesticides a représenté un chiffre d'affaires de 1,9 milliard d'euros en France en 2011. Le commerce des herbicides – 40 % des ventes – occupe de loin la première place devant celui des fongicides et des insecticides.

Les grandes exploitations céréalières, les producteurs d'oléagineux et les viticulteurs sont les premiers utilisateurs de produits phytosanitaires.

Le Monde, octobre 2012

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Farmers Cope With Roundup-Resistant Weeds

By WILLIAM NEUMAN and ANDREW POLLACK

Published: May 3, 2010

DYERSBURG, Tenn. — For 15 years, Eddie Anderson, a farmer, has been a strict adherent of no-till agriculture, an environmentally friendly technique that all but eliminates plowing to curb erosion and the harmful runoff of fertilizers and pesticides. But not this year.

On a recent afternoon here, Mr. Anderson watched as tractors crisscrossed a rolling field — plowing and mixing herbicides into the soil to kill weeds where soybeans will soon be planted.

Just as the heavy use of antibiotics contributed to the rise of drug-resistant supergerms, American farmers' near-ubiquitous use of the weedkiller Roundup has led to the rapid growth of tenacious new superweeds.

To fight them, Mr. Anderson and farmers throughout the East, Midwest and South are being forced to spray fields with more toxic herbicides, pull weeds by hand and return to more labor-intensive methods like regular plowing.

"We're back to where we were 20 years ago," said Mr. Anderson, who will plow about one-third of his 3,000 acres of soybean fields this spring, more than he has in years. "We're trying to find out what works."

Farm experts say that such efforts could lead to higher food prices, lower crop yields, rising farm costs and more pollution of land and water.

"It is the single largest threat to production agriculture that we have ever seen," said Andrew Wargo III, the president of the Arkansas Association of Conservation Districts.

The first resistant species to pose a serious threat to agriculture was spotted in a Delaware soybean field in 2000. Since then, the problem has spread, with 10 resistant species in at least 22 states infesting millions of acres, predominantly soybeans, cotton and corn.

The superweeds could temper American agriculture's enthusiasm for some genetically modified crops. Soybeans, corn and cotton that are engineered to survive spraying with Roundup have become standard in American fields. However, if Roundup doesn't kill the weeds, farmers have little incentive to spend the extra money for the special seeds.

Roundup — originally made by Monsanto but now also sold by others under the generic name glyphosate — has been little short of a miracle chemical for farmers. It kills a broad spectrum of weeds, is easy and safe to work with, and breaks down quickly, reducing its environmental impact.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Sales took off in the late 1990s, after Monsanto created its brand of Roundup Ready crops that were genetically modified to tolerate the chemical, allowing farmers to spray their fields to kill the weeds while leaving the crop unharmed. Today, Roundup Ready crops account for about 90 percent of the soybeans and 70 percent of the corn and cotton grown in the United States.

But farmers sprayed so much Roundup that weeds quickly evolved to survive it. “What we’re talking about here is Darwinian evolution in fast-forward,” Mike Owen, a weed scientist at Iowa State University, said.

Now, Roundup-resistant weeds like horseweed and giant ragweed are forcing farmers to go back to more expensive techniques that they had long ago abandoned.

Mr. Anderson, the farmer, is wrestling with a particularly tenacious species of glyphosate-resistant pest called Palmer amaranth, or pigweed, whose resistant form began seriously infesting farms in western Tennessee only last year.

Pigweed can grow three inches a day and reach seven feet or more, choking out crops; it is so sturdy that it can damage harvesting equipment. In an attempt to kill the pest before it becomes that big, Mr. Anderson and his neighbors are plowing their fields and mixing herbicides into the soil.

That threatens to reverse one of the agricultural advances bolstered by the Roundup revolution: minimum-till farming. By combining Roundup and Roundup Ready crops, farmers did not have to plow under the weeds to control them. That reduced erosion, the runoff of chemicals into waterways and the use of fuel for tractors.

If frequent plowing becomes necessary again, “that is certainly a major concern for our environment,” Ken Smith, a weed scientist at the University of Arkansas, said. In addition, some critics of genetically engineered crops say that the use of extra herbicides, including some old ones that are less environmentally tolerable than Roundup, belies the claims made by the biotechnology industry that its crops would be better for the environment.

“The biotech industry is taking us into a more pesticide-dependent agriculture when they’ve always promised, and we need to be going in, the opposite direction,” said Bill Freese, a science policy analyst for the Center for Food Safety in Washington.

So far, weed scientists estimate that the total amount of United States farmland afflicted by Roundup-resistant weeds is relatively small — seven million to 10 million acres, according to Ian Heap, director of the International Survey of Herbicide Resistant Weeds, which is financed by the agricultural chemical industry. There are roughly 170 million acres planted with corn, soybeans and cotton, the crops most affected.

Roundup-resistant weeds are also found in several other countries, including Australia, China and Brazil, according to the survey.

Monsanto, which once argued that resistance would not become a major problem, now cautions against exaggerating its impact. “It’s a serious issue, but it’s manageable,” said Rick Cole, who manages weed resistance issues in the United States for the company.

Of course, Monsanto stands to lose a lot of business if farmers use less Roundup and Roundup Ready seeds.

“You’re having to add another product with the Roundup to kill your weeds,” said Steve Doster, a corn and soybean farmer in Barnum, Iowa. “So then why are we buying the Roundup Ready product?”

Monsanto argues that Roundup still controls hundreds of weeds. But the company is concerned enough about the problem that it is taking the extraordinary step of subsidizing cotton farmers’ purchases of competing herbicides to supplement Roundup.

Monsanto and other agricultural biotech companies are also developing genetically engineered crops resistant to other herbicides. Bayer is already selling cotton and soybeans resistant to glufosinate, another weedkiller. Monsanto’s newest corn is tolerant of both glyphosate and glufosinate, and the company is developing crops resistant to dicamba, an older pesticide. Syngenta is developing soybeans tolerant of its Callisto product. And Dow Chemical is developing corn and soybeans resistant to 2,4-D, a component of Agent Orange, the defoliant used in the Vietnam War.

Still, scientists and farmers say that glyphosate is a once-in-a-century discovery, and steps need to be taken to preserve its effectiveness. Glyphosate “is as important for reliable global food production as penicillin is for battling disease,” Stephen B. Powles, an Australian weed expert, wrote in a commentary in January in The Proceedings of the National Academy of Sciences.

The National Research Council, which advises the federal government on scientific matters, sounded its own warning last month, saying that the emergence of resistant weeds jeopardized the substantial benefits that genetically engineered crops were providing to farmers and the environment.

Weed scientists are urging farmers to alternate glyphosate with other herbicides. But the price of glyphosate has been falling as competition increases from generic versions, encouraging farmers to keep relying on it. Something needs to be done, said Louie Perry Jr., a cotton grower whose great-great-grandfather started his farm in Moultrie, Ga., in 1830.

Georgia has been one of the states hit hardest by Roundup-resistant pigweed, and Mr. Perry said the pest could pose as big a threat to cotton farming in the South as the beetle that devastated the industry in the early 20th century. “If we don’t whip this thing, it’s going to be like the boll weevil did to cotton,” said Mr. Perry, who is also chairman of the Georgia Cotton Commission. “It will take it away.” William Neuman reported from Dyersburg, Tenn., and Andrew Pollack from Los Angeles.

New York Times, mai 2010

Association Bio Consom’acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Superweeds: How Biotech Crops Bolster the Pesticide Industry

Genetically engineered (GE) crops were first approved in the United States in the 1990s, and since then the United States has been the biggest global adopter of this technology. GE crops were supposed to improve yields, lower costs for farmers and reduce agriculture's environmental impact. Yet nearly 20 years after their introduction, genetically engineered crops have not provided the benefits promised by the companies that patented them.

Food & Water Watch examined U.S. Department of Agriculture (USDA) and U.S. Environmental Protection Agency (EPA) data to document the increased use of herbicides that has accompanied the adoption of herbicide-tolerant GE crops. Our analysis looks at the rapid proliferation of GE crops and affiliated pesticides in the United States and points out the interdependent relationship between these two industries that also fuels the crisis of weed resistance. Food & Water Watch evaluated data from the International Survey of Herbicide Resistant Weeds that reveal burgeoning herbicide-resistant weeds caused by the over-reliance on glyphosate for broad control of weeds. These data make it clear that the problem of herbicide-resistant weeds will not be solved with the intensified use of older, more toxic herbicides like 2,4-D and dicamba.

Food and water watch, juillet 2013

Les OGM ont perdu la guerre contre les mauvaises herbes

Par Yves Miserey

Publié le 25/05/2012

Aux États-Unis, des millions d'hectares sont infestés par des plantes sauvages résistantes au Roundup, l'herbicide produit par Monsanto.

L'Académie américaine des sciences organisait le 10 mai un sommet sur les plantes génétiquement modifiées résistantes aux herbicides. Une réunion de crise. Les agriculteurs américains ont l'impression d'avoir été floués par les semenciers qui leur avaient dit qu'avec les OGM résistants aux herbicides ils n'auraient plus jamais de problèmes avec les mauvaises herbes. Il leur suffisait de pulvériser du glyphosate - une molécule créée par Monsanto aujourd'hui dans le domaine public - pour être tranquilles. Un seul passage était nécessaire pour tout détruire sauf les cultures dotées d'un gène de résistance. Les agriculteurs ont bénéficié de ce système au début: les rendements étaient meilleurs, le temps de travail et les coûts réduits. Aujourd'hui, ils déchantent.

Les mauvaises herbes deviennent résistantes elles aussi au Roundup, elles se multiplient très vite et envahissent les champs de soja, de maïs, de coton et de colza. Près de 8 millions d'hectares sont d'ores et déjà infestés. «Avec les herbicides, il se passe la même chose qu'avec les antibiotiques. À les utiliser trop souvent et systématiquement, ils perdent leur efficacité car les plantes développent des résistances», explique Xavier Reboud, de l'Inra de Dijon. La crise actuelle ne le surprend pas ; il l'attendait même plus tôt. Les OGM ont fait exploser la consommation de glyphosate: elle est passée dans les champs de maïs de 1,8 million de tonnes en 2000 à 30 millions de tonnes l'an dernier.

Chaque année, de nouvelles plantes sauvages développent des résistances. Leurs mécanismes de défense sont efficaces et, une fois sélectionnés, ils sont transmis à leur nombreuse descendance. L'organisation internationale chargée de leur contrôle (ISHRW) a déjà recensé 23 espèces sauvages résistantes. «Mais ce chiffre sous-estime le problème car il ne prend en compte que les plantes résistantes à une dose quatre fois supérieure à celle couramment appliquée, explique Bill Freese, du Centre américain de sécurité alimentaire, dans une interview à la revue The Scientist. Quantité d'autres mauvaises herbes tolèrent des doses plus basses de glyphosate et ce sont elles qui ont un gros impact dans les cultures.» Il y en aurait en fait plus de 380, selon Harold Coble, du ministère américain de l'Agriculture.

En Alabama, l'amarante de Palmer, une grande plante buissonnante qui pousse très vite et produit des millions de graines minuscules, infeste 80 % des champs de coton OGM et 61 % des champs de soja OGM. Le préjudice pour les agriculteurs est estimé en tout à 82 millions de dollars.

Graves conséquences

Pour faire face à la situation, les industriels projettent d'associer d'autres herbicides, ce qui accroîtra la pollution, et d'ajouter un nouveau gène de résistance dans les plantes cultivées. «Ils abusent les gens en disant que c'est une solution. Les plantes vont devenir résistantes aux deux herbicides», estime Henri Darmency, de l'Inra de Dijon, qui a participé à l'expertise collective sur le sujet publiée par l'Inra en novembre 2011. «Dans les mélanges, les doses sont moins importantes, ce qui accroît les risques de développement de résistance. C'est une fuite en avant», ajoute Xavier Reboud. En attendant, Monsanto offre gratuitement aux agriculteurs un deuxième herbicide. L'utilisation d'un même herbicide sur d'énormes surfaces comme c'est le cas avec le glyphosate aux États-Unis, en Amérique du Sud ou en Australie peut avoir de graves conséquences, comme l'abus des antibiotiques. «La sensibilité des plantes aux herbicides est un bien commun et l'agriculture industrielle est en train de le détruire, estime Xavier Reboud. On va dans le mur.»

Des alternatives aux OGM sont d'ores et déjà recherchées. Des moissonneuses-batteuses capables de trier à part les graines des mauvaises herbes et de les broyer sont testées en Australie. La maîtrise des mauvaises herbes demandera sûrement plus de travail. «Les OGM résistants aux herbicides ont apporté tellement de confort aux agriculteurs américains qu'ils ne sont pas prêts à les abandonner», souligne le chercheur.

Le Figaro, mai 2012

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Public Citizen's Global Trade, dans le Monde Diplomatique, 3 décembre 2013

Mardi 3 décembre 2013. Plus de soixante organisations ont lancé ce mardi la campagne « Non au Grand Marché Transatlantique » (#StopTAFTA) afin de rendre public le contenu des négociations commerciales en cours entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Le traité, élaboré dans l'opacité comme déjà l'AMI et l'ACTA, vise à constituer d'ici 2015 un grand espace de libre-échange, où le droit des investisseurs prendrait le pas sur celui des gouvernements élus. L'article de Lori M. Wallach, paru en novembre, en détaillait plusieurs aspects.

Le traité transatlantique, un typhon qui menace les Européens

Engagées en 2008, les discussions sur l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne ont abouti le 18 octobre. Un bon présage pour le gouvernement américain, qui espère conclure un partenariat de ce type avec le Vieux Continent. Négocié en secret, ce projet ardemment soutenu par les multinationales leur permettrait d'attaquer en justice tout Etat qui ne se plierait pas aux normes du libéralisme.

par **Lori M. Wallach**, novembre 2013

Imagine-t-on des multinationales traîner en justice les gouvernements dont l'orientation politique aurait pour effet d'amoindrir leurs profits ? Se conçoit-il qu'elles puissent réclamer — et obtenir ! — une généreuse compensation pour le manque à gagner induit par un droit du travail trop contraignant ou par une législation environnementale trop spoliatrice ? Si invraisemblable qu'il paraisse, ce scénario ne date pas d'hier. Il figurait déjà en toutes lettres dans le projet d'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) négocié secrètement entre 1995 et 1997 par les vingt-neuf Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (1). Divulguée in extremis, notamment par *Le Monde diplomatique*, la copie souleva une vague de protestations sans précédent, contraignant ses promoteurs à la remiser. Quinze ans plus tard, la voilà qui fait son grand retour sous un nouvel habillage.

L'accord de partenariat transatlantique (APT) négocié depuis juillet 2013 par les Etats-Unis et l'Union européenne est une version modifiée de l'AMI. Il prévoit que les législations en vigueur des deux côtés de l'Atlantique se plient aux normes du libre-échange établies par et pour les grandes entreprises européennes et américaines, sous peine de sanctions commerciales pour le pays contrevenant, ou d'une réparation de plusieurs millions d'euros au bénéfice des plaignants.

D'après le calendrier officiel, les négociations ne devraient aboutir que dans un délai de deux ans. L'APT combine en les aggravant les éléments les plus néfastes des accords conclus par le passé. S'il devait entrer en vigueur, les privilèges des multinationales prendraient force de loi et lieraient pour de bon les mains des gouvernants. Imperméable aux alternances politiques et aux mobilisations populaires, il s'appliquerait de gré ou de force, puisque ses dispositions ne pourraient être amendées qu'avec le consentement unanime des pays signataires. Il

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

dupliquerait en Europe l'esprit et les modalités de son modèle asiatique, l'accord de partenariat transpacifique (Trans-Pacific Partnership, TPP), actuellement en cours d'adoption dans douze pays après avoir été ardemment promu par les milieux d'affaires américains. A eux deux, l'APT et le TPP formeraient un empire économique capable de dicter ses conditions hors de ses frontières : tout pays qui chercherait à nouer des relations commerciales avec les Etats-Unis ou l'Union européenne se verrait contraint d'adopter telles quelles les règles qui prévalent au sein de leur marché commun.

Tribunaux spécialement créés

Parce qu'elles visent à brader des pans entiers du secteur non marchand, les négociations autour de l'APT et du TPP se déroulent derrière des portes closes. Les délégations américaines comptent plus de six cents consultants mandatés par les multinationales, qui disposent d'un accès illimité aux documents préparatoires et aux représentants de l'administration. Rien ne doit filtrer. Instruction a été donnée de laisser journalistes et citoyens à l'écart des discussions : ils seront informés en temps utile, à la signature du traité, lorsqu'il sera trop tard pour réagir.

Dans un élan de candeur, l'ancien ministre du commerce américain Ronald (« Ron ») Kirk a fait valoir l'intérêt *« pratique »* de *« préserver un certain degré de discrétion et de confidentialité* (2) *»*. La dernière fois qu'une version de travail d'un accord en cours de formalisation a été mise sur la place publique, a-t-il souligné, les négociations ont échoué — une allusion à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), une version élargie de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) ; le projet, âprement défendu par M. George W. Bush, fut dévoilé sur le site Internet de l'administration en 2001. A quoi la sénatrice Elizabeth Warren rétorque qu'un accord négocié sans aucun examen démocratique ne devrait jamais être signé (3).

L'impérieuse volonté de soustraire le chantier du traité américano-européen à l'attention du public se conçoit aisément. Mieux vaut prendre son temps pour annoncer au pays les effets qu'il produira à tous les échelons : du sommet de l'Etat fédéral jusqu'aux conseils municipaux en passant par les gouvernorats et les assemblées locales, les élus devront redéfinir de fond en comble leurs politiques publiques de manière à satisfaire les appétits du privé dans les secteurs qui lui échappaient encore en partie. Sécurité des aliments, normes de toxicité, assurance-maladie, prix des médicaments, liberté du Net, protection de la vie privée, énergie, culture, droits d'auteur, ressources naturelles, formation professionnelle, équipements publics, immigration : pas un domaine d'intérêt général qui ne passe sous les fourches caudines du libre-échange institutionnalisé. L'action politique des élus se limitera à négocier auprès des entreprises ou de leurs mandataires locaux les miettes de souveraineté qu'ils voudront bien leur consentir.

Il est d'ores et déjà stipulé que les pays signataires assureront la *« mise en conformité de leurs lois, de leurs règlements et de leurs procédures »* avec les dispositions du traité. Nul doute qu'ils veilleront scrupuleusement à honorer cet engagement. Dans le cas contraire, ils pourraient faire l'objet de poursuites devant l'un des tribunaux spécialement créés pour arbitrer les litiges entre les investisseurs et les Etats, et dotés du pouvoir de prononcer des sanctions commerciales contre ces derniers.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

L'idée peut paraître invraisemblable ; elle s'inscrit pourtant dans la philosophie des traités commerciaux déjà en vigueur. L'année dernière, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a ainsi condamné les Etats-Unis pour leurs boîtes de thon labellisées « sans danger pour les dauphins », pour l'indication du pays d'origine sur les viandes importées, ou encore pour l'interdiction du tabac parfumé au bonbon, ces mesures protectrices étant considérées comme des entraves au libre-échange. Elle a aussi infligé à l'Union européenne des pénalités de plusieurs centaines de millions d'euros pour son refus d'importer des organismes génétiquement modifiés (OGM). La nouveauté introduite par l'APT et le TTP, c'est qu'ils permettraient aux multinationales de poursuivre en leur propre nom un pays signataire dont la politique aurait un effet restrictif sur leur abattage commercial.

Sous un tel régime, les entreprises seraient en mesure de contrecarrer les politiques de santé, de protection de l'environnement ou de régulation de la finance mises en place dans tel ou tel pays en lui réclamant des dommages et intérêts devant des tribunaux extrajudiciaires. Composées de trois avocats d'affaires, ces cours spéciales répondant aux lois de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations unies (ONU) seraient habilitées à condamner le contribuable à de lourdes réparations dès lors que sa législation rognerait sur les *« futurs profits espérés »* d'une société.

Ce système « investisseur contre Etat », qui semblait rayé de la carte après l'abandon de l'AMI en 1998, a été restauré en catimini au fil des années. En vertu de plusieurs accords commerciaux signés par Washington, 400 millions de dollars sont passés de la poche du contribuable à celle des multinationales pour cause d'interdiction de produits toxiques, d'encadrement de l'exploitation de l'eau, du sol ou du bois, etc. (4). Sous l'égide de ces mêmes traités, les procédures actuellement en cours — dans des affaires d'intérêt général comme les brevets médicaux, la lutte antipollution ou les lois sur le climat et les énergies fossiles — font grimper les demandes de dommages et intérêts à 14 milliards de dollars.

L'APT alourdirait encore la facture de cette extorsion légalisée, compte tenu de l'importance des intérêts en jeu dans le commerce transatlantique. Trois mille trois cents entreprises européennes sont présentes sur le sol américain par le biais de vingt-quatre mille filiales, dont chacune peut s'estimer fondée un jour ou l'autre à demander réparation pour un préjudice commercial. Un tel effet d'aubaine dépasserait de très loin les coûts occasionnés par les traités précédents. De leur côté, les pays membres de l'Union européenne se verraient exposés à un risque financier plus grand encore, sachant que quatorze mille quatre cents compagnies américaines disposent en Europe d'un réseau de cinquante mille huit cents filiales. Au total, ce sont soixante-quinze mille sociétés qui pourraient se jeter dans la chasse aux trésors publics.

Officiellement, ce régime devait servir au départ à consolider la position des investisseurs dans les pays en développement dépourvus de système juridique fiable ; il leur permettait de faire valoir leurs droits en cas d'expropriation. Mais l'Union européenne et les Etats-Unis ne passent pas précisément pour des zones de non-droit ; ils disposent au contraire d'une justice fonctionnelle et pleinement respectueuse du droit à la propriété. En les plaçant malgré tout sous la tutelle de tribunaux spéciaux, l'APT démontre que son objectif n'est pas de protéger les investisseurs, mais bien d'accroître le pouvoir des multinationales.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Procès pour hausse du salaire minimum

Il va sans dire que les avocats qui composent ces tribunaux n'ont de comptes à rendre à aucun électorat. Inversant allègrement les rôles, ils peuvent aussi bien servir de juges que plaider la cause de leurs puissants clients (5). C'est un tout petit monde que celui des juristes de l'investissement international : ils ne sont que quinze à se partager 55 % des affaires traitées à ce jour. Evidemment, leurs décisions sont sans appel.

Les « droits » qu'ils ont pour mission de protéger sont formulés de manière délibérément approximative, et leur interprétation sert rarement les intérêts du plus grand nombre. Ainsi de celui accordé à l'investisseur de bénéficier d'un cadre réglementaire conforme à ses *« prévisions »* — par quoi il convient d'entendre que le gouvernement s'interdira de modifier sa politique une fois que l'investissement a eu lieu. Quant au droit d'obtenir une compensation en cas d'« expropriation indirecte », il signifie que les pouvoirs publics devront mettre la main à la poche si leur législation a pour effet de diminuer la valeur d'un investissement, y compris lorsque cette même législation s'applique aussi aux entreprises locales. Les tribunaux reconnaissent également le droit du capital à acquérir toujours plus de terres, de ressources naturelles, d'équipements, d'usines, etc. Nulle contrepartie de la part des multinationales : elles n'ont aucune obligation à l'égard des Etats et peuvent engager des poursuites où et quand cela leur chante.

Certains investisseurs ont une conception très extensive de leurs droits inaliénables. On a pu voir récemment des sociétés européennes engager des poursuites contre l'augmentation du salaire minimum en Egypte ou contre la limitation des émissions toxiques au Pérou, l'Alena servant dans ce dernier cas à protéger le droit de polluer du groupe américain Renco (6). Autre exemple : le géant de la cigarette Philip Morris, incommodé par les législations antitabac de l'Uruguay et de l'Australie, a assigné ces deux pays devant un tribunal spécial. Le groupe pharmaceutique américain Eli Lilly entend se faire justice face au Canada, coupable d'avoir mis en place un système de brevets qui rend certains médicaments plus abordables. Le fournisseur d'électricité suédois Vattenfall réclame plusieurs milliards d'euros à l'Allemagne pour son « tournant énergétique », qui encadre plus sévèrement les centrales à charbon et promet une sortie du nucléaire.

Il n'y a pas de limite aux pénalités qu'un tribunal peut infliger à un Etat au bénéfice d'une multinationale. Il y a un an, l'Equateur s'est vu condamné à verser la somme record de 2 milliards d'euros à une compagnie pétrolière (7). Même lorsque les gouvernements gagnent leur procès, ils doivent s'acquitter de frais de justice et de commissions diverses qui atteignent en moyenne 8 millions de dollars par dossier, gaspillés au détriment du citoyen. Moyennant quoi les pouvoirs publics préfèrent souvent négocier avec le plaignant que plaider leur cause au tribunal. L'Etat canadien s'est ainsi épargné une convocation à la barre en abrogeant hâtivement l'interdiction d'un additif toxique utilisé par l'industrie pétrolière.

Pour autant, les réclamations n'en finissent pas de croître. D'après la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), le nombre d'affaires soumises aux tribunaux spéciaux a été multiplié par dix depuis 2000. Alors que le système d'arbitrage commercial a été conçu dès les années 1950, il n'a jamais autant rendu service aux intérêts

privés qu'en 2012, année exceptionnelle en termes de dépôts de dossiers. Ce boom a créé une florissante pépinière de consultants financiers et d'avocats d'affaires.

Le projet de grand marché américano-européen est porté depuis de longues années par le Dialogue économique transatlantique (Trans-Atlantic Business Dialogue, TABD), un lobby mieux connu aujourd'hui sous l'appellation de Trans-Atlantic Business Council (TABC). Créé en 1995 sous le patronage de la Commission européenne et du ministère du commerce américain, ce rassemblement de riches entrepreneurs milite pour un « dialogue » hautement constructif entre les élites économiques des deux continents, l'administration de Washington et les commissaires de Bruxelles. Le TABC est un forum permanent qui permet aux multinationales de coordonner leurs attaques contre les politiques d'intérêt général qui tiennent encore debout des deux côtés de l'Atlantique.

Son objectif, publiquement affiché, est d'éliminer ce qu'il appelle les *« discordes commerciales » (trade irritants)*, c'est-à-dire d'opérer sur les deux continents selon les mêmes règles et sans interférence avec les pouvoirs publics. *« Convergence régulatoire »* et *« reconnaissance mutuelle »* font partie des panneaux sémantiques qu'il brandit pour inciter les gouvernements à autoriser les produits et services contrevenant aux législations locales.

Injuste rejet du porc à la ractopamine

Mais au lieu de prôner un simple assouplissement des lois existantes, les activistes du marché transatlantique se proposent carrément de les réécrire eux-mêmes. La Chambre américaine de commerce et BusinessEurope, deux des plus grosses organisations patronales de la planète, ont ainsi appelé les négociateurs de l'APT à réunir autour d'une table de travail un échantillon de gros actionnaires et de responsables politiques afin qu'ils *« rédigent ensemble les textes de régulation »* qui auront ensuite force de loi aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. C'est à se demander, d'ailleurs, si la présence des politiques à l'atelier d'écriture commercial est vraiment indispensable…

De fait, les multinationales se montrent d'une remarquable franchise dans l'exposé de leurs intentions. Par exemple sur la question des OGM. Alors qu'aux Etats-Unis un Etat sur deux envisage de rendre obligatoire un label indiquant la présence d'organismes génétiquement modifiés dans un aliment — une mesure souhaitée par 80 % des consommateurs du pays —, les industriels de l'agroalimentaire, là comme en Europe, poussent à l'interdiction de ce type d'étiquetage. L'Association nationale des confiseurs n'y est pas allée par quatre chemins : *« L'industrie américaine voudrait que l'APT avance sur cette question en supprimant la labellisation OGM et les normes de traçabilité. »* La très influente Association de l'industrie biotechnologique (Biotechnology Industry Organization, BIO), dont fait partie le géant Monsanto, s'indigne pour sa part que des produits contenant des OGM et vendus aux Etats-Unis puissent essuyer un refus sur le marché européen. Elle souhaite par conséquent que le *« gouffre qui se creuse entre la dérégulation des nouveaux produits biotechnologiques aux Etats-Unis et leur accueil en Europe »* soit prestement comblé (8). Monsanto et ses amis ne cachent pas leur espoir que la zone de libre-échange transatlantique permette d'imposer enfin aux Européens leur *« catalogue foisonnant de produits OGM en attente d'approbation et d'utilisation* (9) *»*.

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

L'offensive n'est pas moins vigoureuse sur le front de la vie privée. La Coalition du commerce numérique (Digital Trade Coalition, DTC), qui regroupe des industriels du Net et des hautes technologies, presse les négociateurs de l'APT de lever les barrières empêchant les flux de données personnelles de s'épancher librement de l'Europe vers les Etats-Unis *(lire La traque méthodique de l'internaute révolutionne la publicité). « Le point de vue actuel de l'Union selon lequel les Etats-Unis ne fournissent pas une protection de la vie privée "adéquate" n'est pas raisonnable »,* s'impatientent les lobbyistes. A la lumière des révélations de M. Edward Snowden sur le système d'espionnage de l'Agence nationale de sécurité (National Security Agency, NSA), cet avis tranché ne manque pas de sel. Toutefois, il n'égale pas la déclaration de l'US Council for International Business (USCIB), un groupement de sociétés qui, à l'instar de Verizon, ont massivement approvisionné la NSA en données personnelles : *« L'accord devrait chercher à circonscrire les exceptions, comme la sécurité et la vie privée, afin de s'assurer qu'elles ne servent pas d'entraves au commerce déguisées. »*

Les normes de qualité dans l'alimentation sont elles aussi prises pour cible. L'industrie américaine de la viande entend obtenir la suppression de la règle européenne qui interdit les poulets désinfectés au chlore. A l'avant-garde de ce combat, le groupe Yum !, propriétaire de la chaîne de restauration rapide Kentucky Fried Chicken (KFC), peut compter sur la force de frappe des organisations patronales. *« L'Union autorise seulement l'usage de l'eau et de la vapeur sur les carcasses »,* proteste l'Association nord-américaine de la viande, tandis qu'un autre groupe de pression, l'Institut américain de la viande, déplore le *« rejet injustifié* [par Bruxelles] *des viandes additionnées de bêta-agonistes, comme le chlorhydrate de ractopamine ».*

La ractopamine est un médicament utilisé pour gonfler la teneur en viande maigre chez les porcs et les bovins. Du fait de ses risques pour la santé des bêtes et des consommateurs, elle est bannie dans cent soixante pays, parmi lesquels les Etats membres de l'Union, la Russie et la Chine. Pour la filière porcine américaine, cette mesure de protection constitue une distorsion de la libre concurrence à laquelle l'APT doit mettre fin d'urgence.

« Les producteurs de porc américains n'accepteront pas d'autre résultat que la levée de l'interdiction européenne de la ractopamine », menace le Conseil national des producteurs de porc (National Pork Producers Council, NPPC). Pendant ce temps, de l'autre côté de l'Atlantique, les industriels regroupés au sein de BusinessEurope dénoncent les *« barrières qui affectent les exportations européennes vers les Etats-Unis, comme la loi américaine sur la sécurité alimentaire ».* Depuis 2011, celle-ci autorise en effet les services de contrôle à retirer du marché les produits d'importation contaminés. Là encore, les négociateurs de l'APT sont priés de faire table rase.

Il en va de même avec les gaz à effet de serre. L'organisation Airlines for America (A4A), bras armé des transporteurs aériens américains, a établi une liste des *« règlements inutiles qui portent un préjudice considérable à* [leur] *industrie »* et que l'APT, bien sûr, a vocation à rayer de la carte. Au premier rang de cette liste figure le système européen d'échange de quotas d'émissions, qui oblige les compagnies aériennes à payer pour leur pollution au carbone. Bruxelles a provisoirement suspendu ce programme ; A4A exige sa suppression définitive au nom du *« progrès ».*

Association Bio Consom'acteurs - 9/11 avenue de Villars 75007 Paris
Tél : 01.44.11.13.98/93 - contact@bioconsomacteurs.org - www.bioconsomacteurs.org
Siret n°49809337600024 - Code APE 9499Z

Mais c'est dans le secteur de la finance que la croisade des marchés est la plus virulente. Cinq ans après l'irruption de la crise des *subprime*, les négociateurs américains et européens sont convenus que les velléités de régulation de l'industrie financière avaient fait leur temps. Le cadre qu'ils veulent mettre en place prévoit de lever tous les garde-fous en matière de placements à risques et d'empêcher les gouvernements de contrôler le volume, la nature ou l'origine des produits financiers mis sur le marché. En somme, il s'agit purement et simplement de rayer le mot « régulation » de la carte.

D'où vient cet extravagant retour aux vieilles lunes thatchériennes ? Il répond notamment aux vœux de l'Association des banques allemandes, qui ne manque pas d'exprimer ses *« inquiétudes »* à propos de la pourtant timide réforme de Wall Street adoptée au lendemain de la crise de 2008. L'un de ses membres les plus entreprenants sur ce dossier est la Deutsche Bank, qui a pourtant reçu en 2009 des centaines de milliards de dollars de la Réserve fédérale américaine en échange de titres adossés à des créances hypothécaires (10). Le mastodonte allemand veut en finir avec la réglementation Volcker, clé de voûte de la réforme de Wall Street, qui pèse selon lui d'un *« poids trop lourd sur les banques non américaines »*. Insurance Europe, le fer de lance des sociétés d'assurances européennes, souhaite pour sa part que l'APT *« supprime »* les garanties collatérales qui dissuadent le secteur de s'aventurer dans des placements à hauts risques.

Quant au Forum des services européens, organisation patronale dont fait partie la Deutsche Bank, il s'agite dans les coulisses des pourparlers transatlantiques pour que les autorités de contrôle américaines cessent de mettre leur nez dans les affaires des grandes banques étrangères opérant sur leur territoire. Côté américain, on espère surtout que l'APT enterrera pour de bon le projet européen de taxe sur les transactions financières. L'affaire paraît d'ores et déjà entendue, la Commission européenne ayant elle-même jugé cette taxe non conforme aux règles de l'OMC (11). Dans la mesure où la zone de libre-échange transatlantique promet un libéralisme plus débridé encore que celui de l'OMC, et alors que le Fonds monétaire international (FMI) s'oppose systématiquement à toute forme de contrôle sur les mouvements de capitaux, la chétive « taxe Tobin » n'inquiète plus grand monde aux Etats-Unis.

Mais les sirènes de la dérégulation ne se font pas entendre dans la seule industrie financière. L'APT entend ouvrir à la concurrence tous les secteurs « invisibles » ou d'intérêt général. Les Etats signataires se verraient contraints non seulement de soumettre leurs services publics à la logique marchande, mais aussi de renoncer à toute intervention sur les fournisseurs de services étrangers qui convoitent leurs marchés. Les marges de manœuvre politiques en matière de santé, d'énergie, d'éducation, d'eau ou de transport se réduiraient comme peau de chagrin. La fièvre commerciale n'épargne pas non plus l'immigration, puisque les instigateurs de l'APT s'arrogent la compétence d'établir une politique commune aux frontières — sans doute pour faciliter l'entrée de ceux qui ont un bien ou un service à vendre au détriment des autres.

Depuis quelques mois, le rythme des négociations s'intensifie. A Washington, on a de bonnes raisons de croire que les dirigeants européens sont prêts à n'importe quoi pour raviver une croissance économique moribonde, fût-ce au prix d'un reniement de leur pacte social. L'argument des promoteurs de l'APT, selon lequel le libre-échange dérégulé faciliterait les échanges commerciaux et serait donc créateur d'emplois, pèse apparemment plus lourd que la

crainte d'un séisme social. Les barrières douanières qui subsistent encore entre l'Europe et les Etats-Unis sont pourtant *« déjà assez basses »*, comme le reconnaît le représentant américain au commerce (12). Les artisans de l'APT admettent eux-mêmes que leur objectif premier n'est pas d'alléger les contraintes douanières, de toute façon insignifiantes, mais d'imposer *« l'élimination, la réduction ou la prévention de politiques nationales superflues* (13) *»*, étant considéré comme « superflu » tout ce qui ralentit l'écoulement des marchandises, comme la régulation de la finance, la lutte contre le réchauffement climatique ou l'exercice de la démocratie.

Il est vrai que les rares études consacrées aux conséquences de l'APT ne s'attardent guère sur ses retombées sociales et économiques. Un rapport fréquemment cité, issu du Centre européen d'économie politique internationale (European Centre for International Political Economy, Ecipe), affirme avec l'autorité d'un Nostradamus d'école de commerce que l'APT délivrera à la population du marché transatlantique un surcroît de richesse de 3 centimes par tête et par jour… à partir de 2029 (14).

En dépit de son optimisme, la même étude évalue à 0,06 % seulement la hausse du produit intérieur but (PIB) en Europe et aux Etats-Unis à la suite de l'entrée en vigueur de l'APT. Encore un tel « impact » est-il largement irréaliste, dans la mesure où ses auteurs postulent que le libre-échange « dynamise » la croissance économique ; une théorie régulièrement réfutée par les faits. Une élévation aussi infinitésimale serait d'ailleurs imperceptible. Par comparaison, la cinquième version de l'iPhone d'Apple a entraîné aux Etats-Unis une hausse du PIB huit fois plus importante.

Presque toutes les études sur l'APT ont été financées par des institutions favorables au libre-échange ou par des organisations patronales, raison pour laquelle les coûts sociaux du traité n'y apparaissent pas, pas plus que ses victimes directes, qui pourraient pourtant se compter en centaines de millions. Mais les jeux ne sont pas encore faits. Comme l'ont montré les mésaventures de l'AMI, de la ZLEA et certains cycles de négociations à l'OMC, l'utilisation du « commerce » comme cheval de Troie pour démanteler les protections sociales et instaurer la junte des chargés d'affaires a échoué à plusieurs reprises par le passé. Rien ne dit qu'il n'en sera pas de même cette fois encore.

Lori M. Wallach

Directrice de Public Citizen's Global Trade Watch, Washington, DC, www.citizen.org
L'information gratuite n'existe pas. Les articles du mensuel en accès libre sur notre site n'y figurent que parce qu'ils ont été préalablement payés par nos acheteurs, nos abonnés et par ceux qui, chaque année plus nombreux, nous versent des dons.